

le libertaire

Rédaction :
Administration : Jean Girardin,
72, rue des Prairies, Paris (20^e)
Chèque postal : Jean Girardin 1191-98

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE-COMMUNISTE

ABONNEMENTS AU "LIBERTAIRE"

FRANCE	ETRANGER
Un an ... 22 fr.	Un an ... 30 fr.
Six mois ... 11 »	Six mois ... 15 »
Trois mois ... 5 50	Trois mois ... 7 50

Chèque postal : Jean Girardin 1191-98.

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

Téléph. : Roquette 57-73

LA DÉMOCRATIE A L'ŒUVRE

Les affameurs

Les thuriféraires de la démocratie auraient bien tort de ne pas profiter de l'occasion qui s'offre à eux de louer le régime : le gouvernement de la République française a décidé d'examiner les remèdes à apporter à la cherté de la vie.

On s'est aperçu, en haut lieu, que le pain valait de jour en jour plus cher, que le bifteck atteignait un prix quasi-prohibitif, que toutes les denrées nécessaires à la sustentation suivaient le mouvement et que, pour peu que l'ascension des prix se continuât, le peuple pourrait bien manifester son mécontentement autrement que par des jérémiades et des bougonnements.

Aussi, nos consultants ont-ils fait annoncer par leur presse à tout faire qu'ils allaient, enfin, mettre bon ordre à cet état de choses regrettables.

Naturellement, parmi la foule des innombrables lecteurs assidus des feuilles publiques — avaluateurs de bourdes quotidiennes — il s'est trouvé suffisamment d'ouvriers qui se rassérénèrent en songeant qu'enfin on allait museler le mercanti.

★

En vérité, il ne faudrait pas connaître notre régime pour se faire un instant illusion quant aux velléités gouvernementales.

Les communiqués publiés ces jours derniers démontrent peut-être une inquiétude des sphères dirigeantes ; mais ce n'est pas tant la cherté de la vie que les conséquences qui en pourraient résulter dans le peuple qui font naître cette inquiétude.

Car on peut bien le dire sans être taxé de partialité : c'est le gouvernement lui-même qui a organisé la vie chère. Et quand nous disons : le gouvernement, nous ne nous en prenons pas plus à l'équipe Tardieu qu'à une autre. Tous les ministères qui se sont succédé depuis l'armistice n'ont eu qu'un seul but : favoriser par tous les moyens la prospérité du commerce. Et ce but ne pourrait naturellement être atteint qu'au détriment du consommateur.

Evidemment, c'est la classe laborieuse qui supporte tous les frais d'une pareille politique ; car les gens fortunés sont, pour ainsi dire, assurés contre les augmentations du coût des denrées, puisqu'en dernier ressort ce sont eux qui touchent les bénéfices réalisés par l'application de la formule commerciale qui consiste à toujours augmenter les bénéfices pour s'enrichir le plus rapidement possible.

★

Nous disons que les gouvernements ont encouragé les mercantis dans leur œuvre d'affaînement — et nous allons le prouver de suite.

Prenons deux denrées qui, en ces temps-ci, ont suivi une marche ascendante dans leurs prix de vente : le pain et la viande.

En ce qui concerne le pain, nous enregistrons, si nous lisons les organes des organisations patronales, trois sons de cloche différents : les cultivateurs se plaignent du peu de bénéfices que leur laisse la récolte ; les boulangers s'exclament qu'on leur vend la farine à un taux qui fait qu'en vendant le pain aux prix taxés, c'est tout juste s'ils ne perdent pas d'argent ; la minoterie fait entendre des plaintes qui feraient croire que sa situation financière confine au marasme. Qu'y a-t-il de vrai dans tout cela ?

Il faut connaître comment se fait la vente des blés. Il y a, à Paris, un bâtiment que l'on nomme la Bourse de Commerce. Dans cet édifice, que l'on pourrait appeler une caverne de bandits, existe un marché aux grains. Là, des « commissionnaires » achètent, vendent, achètent à nouveau et revendent bien entendu en fluctuant savamment les prix, un blé qu'ils n'ont jamais vu. Mieux, on peut affirmer, sans craindre aucun démenti, que nul, parmi ces « commissionnaires » ne sait la teneur chimique exacte d'un grain de blé. Ils vendent, mais ne voient jamais un seul épi de millet. C'est du blé qui est en culture en France, voire en Argentine, qu'ils trafiquent en faisant hausser ou baisser les cours suivant leurs intérêts. On vend à terme — c'est-à-dire du blé livrable en trois, quatre, cinq ou six mois.

Mieux, en 1922, on « achetait » du blé qui devait être récolté en Algérie en... 1924 !

Seulement, dans chaque écart, le groupe acheteur ou vendeur gagne la différence.

Pour plaire à ces messieurs, alors que la récolte était à peine suffisante aux nécessités de la consommation française, on permit d'exporter du blé — et on limita l'entrée en France des blés étrangers. On limita de même la quantité des blés exotiques qui devaient entrer dans la farine destinée à la panification.

C'est ainsi que 3 % seulement des blés exotiques devaient être utilisés. Naturellement, sous la pression des événements, le gouvernement vient d'autoriser, la semaine dernière, une augmentation du pourcentage, 10 % de blés étrangers pourront entrer dans la fabrication du pain.

Mais, alors qu'on paie le blé français 160 à 165 francs, on pouvait avoir du blé argentin pour 120 francs le quintal. Seulement, on frappe de droits de douane excessifs ces blés, de façon à ce qu'ils atteignent le même cours que les blés français.

Ce ne sont pas les cultivateurs qui profitent de cet état de choses, mais uniquement les « commissionnaires », qui réalisent de scandaleux bénéfices et font que le pain vaut aujourd'hui, à Paris, 2 fr. 35 le kilo.

★

Pour la viande, c'est à peu près la même histoire. Il y a ce qu'on appelle les courtiers en bestiaux. Alors que l'élevage est plutôt en décroissance, les rabatteurs vont à travers le pays chercher les plus belles pièces du cheptel et les vendent à l'étranger.

C'est ainsi que les bouchers nancéens se sont réunis dernièrement et ont, en un ordre du jour, demandé que le gouvernement interdise l'exportation du bétail pendant un certain temps, faute de quoi ils seraient obligés de demander qu'on revienne à la pratique des derniers temps de guerre : l'organisation de un ou deux jours sans viande. Et dès maintenant, ils annoncent leur décision de supprimer la vente de viande dans l'après-midi. A Marseille, ils se plaignent de vendre 45 % de moins qu'auparavant.

Certes, les bouchers, les éleveurs bénéficient bien un peu de cette augmentation du coût de la viande — mais ceux qui en profitent le plus, ceux qui organisent la hausse des cours, ce sont les courtiers et commissionnaires en bestiaux qui préfèrent vendre à l'étranger parce que le change leur est favorable.

On pourrait citer aussi les cas des pommes de terre ou des fruits qui s'en vont à l'étranger, alors qu'il n'y a pas suffisamment pour répondre au besoin de la consommation — mais les exemples du pain et de la viande sont assez significatifs.

★

Le gouvernement annonce des mesures ? Foutaise !

Il ne peut pas, en réalité, prendre les mesures qui s'imposeraient parce qu'il n'est — à quelque parti appartiennent ses membres — que le fidé-commiss des industriels, des financiers et des mercantis.

Trop d'intérêts sont en jeu, auxquels les membres même du gouvernement (ou leurs familles ou leurs amis) sont intimement mêlés. C'est la beauté du régime capitaliste que d'affamer les ouvriers pour enrichir les détenteurs de la richesse.

Tant que le commerce — c'est-à-dire le régime de l'intermédiaire — existera, tant que les parasites ou les oisifs seront les maîtres de nos destinées, il y aura la vie chère.

Il n'y a qu'une seule solution, celle que nous préconisons depuis longtemps : la suppression du régime de rapines qui nous étreint dans sa griffe d'acier et l'instauration d'un milieu social où le producteur seul gèrera ses propres affaires ; l'abolition de toute monnaie et l'application de notre axiome : de chacun selon ses forces et à chacun selon ses besoins.

Tout le reste n'est que littérature et bourrage de crâne.

L'ORDRE RÈGNE en Indochine

Les quotidiens du 2 août publiaient le petit « communiqué » ci-dessous qui vient s'ajouter au dossier déjà édifiant de la civilisation républicaine en Indochine :

Le ministère des colonies communique la note suivante :

Depuis quelques jours, une campagne très active par distribution de tracts était faite en Indochine parmi les indigènes, en vue de provoquer une agitation dans la colonie à l'occasion de la journée du 1^{er} août. Malgré cette propagande extrêmement active, le gouverneur général, à la fin de la journée, a informé le ministre des Colonies que, sauf un incident sérieux en Cochinchine, une tentative de grève à Minh, et une manifestation aussitôt dissoute en Annam, l'ordre n'avait cessé de régner le 1^{er} août sur toute l'étendue de la colonie.

L'incident survenu en Cochinchine, dans la province de Travinh, à Oang-Long, a été provoqué par le rassemblement, devant la légation, de deux colonnes de manifestants qui, malgré la patience des autorités et leurs exhortations, ont tenté de débordier la garde civile. Cette-ci a été obligée, après sommation réglementaire, de faire usage des armes. Trois indigènes ont été tués, dix blessés et vingt ont été arrêtés. Le principal meneur est parmi les blessés.

On le voit par ce sobre et précis bulletin de victoire, « l'ordre » continue à « régner » en Indochine selon ses méthodes les plus pures.

Quand ce ne sont pas des fournées de condamnations à mort contre les « rebelles », c'est la fusillade sommaire de manifestants coupables d'avoir osé proclamer à haute voix leur mécontentement.

PROPOS D'UN PARIA

Les jurés de la Seine, à l'heure où j'écris, n'ont pas encore décidé du sort du nommé Pouthier dit « La Fraise », présumé coupable d'avoir plongé son couteau dans l'abdomen de l'un de ses amis.

Le nommé Pouthier faisait partie d'un monde spécial, c'est-à-dire que la prostitution de sa femme, d'ailleurs légitime, laquelle exerçait son « commerce » avec le visa de la préfecture, constituait le plus clair de ses revenus. Il était en cela l'équivalent, en plus petit, bien entendu, des négriers modernes qui font suer des millions à des troupeaux d'esclaves, ou bien « épousent » les sacs d'or — c'est une façon de parler — d'une Américaine ou d'une vieille rombière hystérique.

Donc, « La Fraise » se trouvant au bar, en compagnie de sa légitime et de son ami Coudrier, ce dernier se serait permis de tutoyer la dame. Une telle privauté ne pouvait manquer de susciter les justes reproches de « l'homme » gravement offensé dans sa dignité.

Une « explication » s'en serait suivie, laquelle aurait abouti à la perforation des tripes de l'impoli.

C'est du moins ce qu'en disent les journaux. Tout ce que l'on sait de réel, c'est que le nommé Coudrier est mort à l'hôpital St-Louis, trois jours après cette mésaventure et que, jusqu'à son dernier souffle, il se refusa à révéler à la police le nom de celui qui l'envoyait aussi malencontreusement chez Pluton.

Si je vous rapporte ce fait divers, ce n'est pas pour prendre la défense de l'accusé ni faire l'apologie de sa « profession ». C'est tout simplement pour faire remarquer, que même chez certains individus, aussi dégradés moralement qu'ils puissent apparaître, à première vue, il se rencontre parfois certaines vertus que l'on rechercherait vainement chez des personnages que l'on a coutume de présenter comme faisant partie de l'élite de la nation.

Ce type qui crève silencieusement et se refuse jusqu'au bout à donner le nom de son assassin, n'a-t-il pas donné, sans doute sans s'en douter, une leçon de propriété morale à tant de maquerelles de la haute qui ne possèdent pas, eux, ce courage, cette dignité ?

Je sais bien ce que l'on me rétorquera : ce sont, paraît-il, les mœurs du « milieu ». C'est bien possible. Mais on ne m'empêchera pas de proclamer que celui qui les observe avec ce stoïcisme, a bien racheté l'erreur d'une existence dont il n'est en somme que partiellement responsable.

La société bourgeoise n'est-elle pas la plus féroce, la plus lâche, la plus hideuse maquerelle ? — Pierre Mualdès.

L'AFFAIRE BERNERI UN HOMME TRAQUÉ !

Il nous était demandé, de divers côtés, ces dernières semaines, si nous n'allions point nous occuper plus activement de notre camarade Berneri, dont l'existence, depuis deux années, est un long martyre pour lui d'abord et aussi pour sa dévouée compagne, pour ses deux petits enfants et pour sa vieille mère.

Nous avions indiqué, dans le *Libertaire* du 28 juillet, que Berneri avait été livré par les policiers luxembourgeois aux gendarmes français. Le tribunal de Briey, devant lequel il comparut pour infraction à un arrêté d'expulsion, n'osa point le condamner, il l'acquitta.

Se trouvant ainsi en France par la force des choses, notre ami en profita pour faire opposition au jugement récent du tribunal de Paris qui le condamnait, par contumace, à six mois d'emprisonnement.

En conséquence, un sauf-conduit lui était accordé pour venir à Paris soutenir son opposition et défendre sa liberté.

Après avoir choisi comme avocat M^r Robert Lazurick, Berneri attendit, libre, la convocation du parquet de la Seine.

Il comparait donc le jeudi 31 juillet devant la 13^e chambre correctionnelle. Et sans qu'il ait eu à donner son avis sur l'opportunité d'un renvoi de son affaire, le tribunal remit les débats sur le fond au 15 octobre et laissa en liberté provisoire notre camarade.

Nous insistons sur le fait que cette remise n'a pas été demandée par Berneri ; celui-ci s'y attendait si peu que tous ses témoins étaient présents à l'audience, l'un d'eux était même venu de Marseille expressément.

Faut-il avouer que nous, les amis de l'inculpé, nous n'étions point fâchés de la décision de la 13^e chambre ? Ce pauvre Berneri, pensions-nous, va pouvoir enfin se reposer, se retremper quelque temps auprès des siens ; sa famille va pouvoir apprécier un bonheur dont elle avait été si longtemps privée.

Hélas ! la police, qui s'est placée — depuis notamment que Chiappe gouverne — si souvent au-dessus des lois, guettait sa proie.

Le lendemain de la comparution de Berneri devant le tribunal, les policiers faisaient irruption chez lui, l'arrachaient de son logis et, trois heures après, l'embarquaient à la gare de l'Est pour une destination inconnue. Les enfants, la vieille mère, la compagne pleuraient pendant ce rapt immonde ; c'est tout juste si la canaille policière ne riait pas.

Même aux personnes qui ne sont pas anarchistes, il apparaît que la police a été un peu fort cette fois. Les bornes ont été par elle dépassées. Tant mieux donc

si sa dernière goutte fait déborder le vase.

Toute la presse de gauche — à l'exception de l'*Humanité* — a dit son indignation devant pareil arbitraire.

M^r Lazurick — admirablement secondé par M^r Guillot, son secrétaire — se démène pour faire rapporter cette scandaleuse mesure.

Voici la lettre qu'il adressait au ministre de l'Intérieur, le jour même de cet attentat contre la liberté individuelle :

Paris, 1^{er} août 1930.

Monsieur le ministre,

Je viens d'apprendre avec stupéfaction que mon client, le professeur italien Berneri, qui est actuellement l'objet de poursuites devant une juridiction correctionnelle française, vient d'être expulsé de France.

Il s'agit là d'une mesure de police sans précédent, contre laquelle j'éleve la plus vigoureuse protestation.

Mon client avait comparu, jeudi dernier, devant la 13^e chambre correctionnelle de la Seine, comme prévenu libre. Sans qu'il l'ait sollicité, le tribunal, après avis du ministère public, a décidé le renvoi de son affaire au 15 octobre prochain et, persuadé que Berneri se représenterait à cette date, l'a laissé en liberté provisoire.

Mais, hier, vos services, se plaçant au-dessus de la justice, ne pouvant arrêter mon client, l'ont refoulé hors de notre territoire.

Une telle mesure, que je n'hésite pas à qualifier d'illégal, porte atteinte au droit le plus sacré dont dispose, en France, tout prévenu : celui de rester en relation directe avec son défenseur.

Elle risque aussi de mettre Berneri dans l'impossibilité de se présenter devant ses juges le 15 octobre prochain et d'entraîner ainsi pour lui une condamnation définitive sans débats.

C'est sans exemple dans les annales judiciaires de notre pays.

Il n'est donc pas possible, Monsieur le ministre, que vous mainteniez, après examen du cas de Berneri, une décision qui, si elle était confirmée, entraverait le cours de la justice et constituerait un véritable attentat contre la liberté individuelle.

Je me joins à Mme Berneri pour vous demander de rapporter la décision prise contre son mari au mépris du Droit.

Recevez, Monsieur le ministre, l'expression de mes sentiments distingués.

Robert LAZURICK,

avocat à la Cour.

Et maintenant ? Nous patienterons quelques jours dans l'espoir que les protestations élevées de partout seront entendues en haut lieu. Nous avons encore la naïveté de croire que Berneri sera autorisé à revenir sans tarder dans sa famille.

Si non, l'Union Anarchiste voudra certainement ressusciter son Comité de Défense du Droit d'Asile et engager une lutte ardente en faveur de Berneri et de tous les proscrits dans son cas.

LOUIS LECOIN.

AOUT 1930

par EPSILON

Tardieu et sa troupe d'hommes d'ordre ont célébré le centenaire de la Révolution de 1830. Et de faux naïfs ont affecté de s'en étonner. Et pourquoi donc ? 1830, c'est bien l'accession officielle au pouvoir, sous l'enseigne tricolore et des grands principes, de la grasse bourgeoisie, utilisant l'émeute à ses fins et prête à la réprimer impitoyablement lorsqu'elle-même se sent menacée. 1830, triomphe du bourgeois, dans tous les sens du mot, dans tout ce qu'il comporte de mercantilisme, de grotesque et d'odieux.

Bien qu'on n'eût pas organisé à cette occasion une mascarade historique comme celle par laquelle on a commémoré la conquête d'Alger par ce Charles X dont il s'agissait de célébrer la chute, l'évocation fut, carnavalesquement, assez réussie. Le parapluie sous lequel dégoulinait

l'éloquence tardieusarde rappelait agréablement le riflard historique du « roi-citoyen ». Et ladite éloquence rappelait aimablement tout ce qui fut attribué de plus réussi aux Joseph Prudhomme et autres Hégésippe Simon.

Où l'André a battu tous les records, c'est quand il a exprimé le regret qu'en juillet 1830, les partis manquaient, de part et d'autre, de grandes personnalités — dans le genre de la sienne, entendait-il — et qui auraient évité le scandale toujours fâcheux d'une insurrection triomphante.

Tardieu se prend pour quelque chose. Ou bien juge-t-il ses contemporains tellement stupides qu'il n'y ait pas à se gêner en fait de culot.

Voilà un politicien dont toute l'œuvre s'est avérée imbécile et criminelle, de ce stupide traité de Versailles, impossible à maintenir, jusqu'à l'organisation de la vie chère, de la crise économique aux cris de « Prospérité ! », jusqu'aux provocations continues à la classe ouvrière. Et on ne rigole même pas de ses prétentions. Et ses adversaires de « l'opposition courtoise » se permettent à peine de mollement critiquer.

Sans doute parce que c'est un type qui a su faire sa pelote, et dans des conditions très particulières. « Un bonhomme

Vendredi 15 Août

GRANDE SORTIE CHAMPÊTRE du "Libertaire"

A CHELLES-GOURNAY ; Rendez-vous à la gare de l'Est à 9 heures, salle des billets. Apportez vos provisions

très fort », pensent ces co-politiciens. Et cela provoque de leur part le seul genre de respect qui soit vraiment sincère dans ces milieux-là. « Enrichissez-vous », disait précisément un grand personnage du régime 1880.

Quant aux insurgés de juillet ? Ils avaient cru défendre et sauver la liberté, la liberté de la presse. On sait ce qu'il est advenu. Cent ans après 1830, les journaux sont presque tous « contrôlés » par les puissances financières ou les distributeurs de fonds secrets, le reste livré à la discrétion des magistrats appliqueurs de lois scélérates.

Ils avaient voulu défendre et sauver la liberté. La liberté, ce ne devait être qu'une fiction, une abstraction. Telle, dans le beau tableau de Delacroix, *La Liberté guidant le Peuple*, consacré au souvenir des journées de juillet, cette forme allégorique qui pleure au-dessus des combattants en agitant son drapeau tricolore. La liberté ? Un nouvel ordre légal, avec des petits changements dans le personnel des profiteurs.

La liberté ? Contre les forces d'exploitation et d'abrutissement elle reste toute entière à conquérir.

**

Presque au lendemain du discours de Tardieu, on apprenait que le 1^{er} août, la troupe avait tiré sur des manifestants cochinchinois, en avait tué trois et blessé une vingtaine.

Il ne semble pas, d'ailleurs, que cette nouvelle ait suscité beaucoup d'émotion dans la presse et les milieux politiques.

C'est une chose naturelle, évidemment, que l'on guillotine ou que l'on fusille des indigènes et dont on aurait mauvais gré de se scandaliser. Surtout si ces indigènes n'apprécient pas suffisamment les douceurs de « notre » protection. Il serait réellement compromettant d'en parler.

On a d'ailleurs eu tellement d'autres sujets !

On a rappelé tous les détails de cette fameuse révolution de 1830, et cent ans après, on n'a pas hésité à faire l'éloge des insurgés victorieux. On a même poussé le courage jusqu'à faire l'apologie des soldats qui refusèrent d'obéir aux ordres de leurs supérieurs et de tirer sur le peuple, et — voyez ce libéralisme — il n'y a pas eu de poursuites pour cette apologie.

L'on a continué aussi, dans certains milieux à se féliciter du succès remporté à la fin de la semaine dernière par la fameuse affaire Dreyfus, que l'on est en train de réexploiter au théâtre, au cinéma et dans quelques autres industries. Et d'honorables personnes se félicitent d'avoir eu le cœur généreux à cette époque-là.

Il faut dire aussi que le capitaine Dreyfus était de ces « gens bien » auxquels les autres « gens bien » peuvent s'intéresser sans déchoir, en quelque sorte, à leurs propres yeux. Mais non de misérables révoltes indochinoises.

Pourquoi ne pas protester tout de suite contre l'emploi des gardes mobiles contre les grévistes du Nord qui ont eu l'impudence de réclamer un salaire conforme aux exigences de la vie et ne pas vouloir laisser réduire leur paye de prélèvements pratiqués sous prétexte d'assurances sociales ?

Les gardes mobiles ont été précisément inventés pour mater cette canaille, par prévision du cas où la troupe... ferait comme certains régiments de ligne, en 1890.

**

Tueries coloniales, répression contre ceux qui défendent leurs conditions d'existence, perspectives de misère, montée à vue d'œil du prix du pain et des aliments, probabilités de crise économique aggravée, telle est la douce situation intérieure de la France.

Par ailleurs, tension internationale qu'on ne cherche même plus à dissimuler. Menaces constantes d'un conflit avec les amis fascistes d'Italie ou l'hindenburg-geoise Allemagne...

Cependant voilà passé le seizième anniversaire de l'autre guerre, la « dernière ». On ne l'a pas beaucoup célébré. C'est qu'on songe surtout à la prochaine. L'on met les Alpes en état. L'on équipe les frontières de l'Est.

Et un peu partout, il y a des gouvernements qui pourraient être tentés de sortir de maint embarras en déclenchant les hostilités.

Et l'on sait ce que serait la barbarie scientifique de cette nouvelle guerre. Et l'on songe à tout ce qui aurait dû être fait depuis douze ans pour amener les futures victimes à s'y opposer. L'on songe aux tactiques, aux habiletés odieuses des socialistes et des communistes qui ont délibérément brisé tout mouvement réellement antimitariste. L'autre jour, le ministre Paul-Boncour ne fêlait-il pas la démagogie de ceux qui ne font pas profession de « Défense nationale » ?

EPSILON.

ILYA EHRENBURG

10 C.V.

Le Roman de la machine

Lisez ce livre, camarades, vous comprendrez toute l'époque de machinisme exacerbré qui, pour assouvir la soif d'or de quelques potentats et des porteurs d'obligations assassine chaque jour à l'usine, aux colonies et dans les rues de banlieue les fils du peuple par la machine, le sabre, le fouet ou le revolver.

15 francs. — Franco : 16 fr. 50

En vente : Librairie d'Éditions Sociales, 72, rue des Prairies, Paris (20^e).

Faits et Documents

Il y a des campagnes contre certains abus qui seraient nécessaires, car tout le monde est intéressé à leur disparition.

Ainsi serait celle contre le bruit, qui est encore à entreprendre. La vie d'une masse de cinq millions d'habitants ne va pas sans une bruyante démentielle qui fatigue, irrite, détermine le surmenage, l'usage précoce des organes.

Le bruit provient de différentes causes. D'abord, des nécessités sociales telles que transports particuliers et en commun. Convenons que Paris connaît de nombreuses artères un calme provincial, mais le mal, pour n'être point généralisé, n'en est pas moins existant ; et il gagne, il fait tâche d'huile. Des rues, calmes il y a cinq ans, deviennent impossibles sans que nul remède limite le mal.

L'on nous a parlé de remèdes ! La question, paraît-il, intéresse les autorités municipales ; je ne constate point d'amélioration dans mon quartier ; j'entends toujours, la nuit, les mêmes tramways qui passent avec un bruit de ferraille, des autobus à bandages et des lourds camions qui donnent à leur passage l'impression d'un tremblement de terre. Imaginez le bruit que peuvent faire deux mille tramways et vingt-cinq mille véhicules, dont de nombreux camions, dans une rue, dans l'espace de vingt-quatre heures. À peine trois heures d'un calme relatif de 2 heures à 5 heures du matin ; encore le silence est-il troué du bruit des voitures de maraîchers qui se rendent aux Halles. Les maisons, même les plus solides, tremblent sur leurs assises.

On dit qu'il y a des remèdes. Sans connaître la question sous son angle technique, nous le croyons. Nous avons vécu dans un quartier où les rues sont revêtues d'asphalte ou pavées avec du bois ; les bruits nous arrivaient assourdis ; habitant sur la rue, nous pouvions dormir toutes fenêtres ouvertes. Allez loger dans une de ces avenues qui sortent de Paris et comparez cette rumeur qui monte de 5 heures du matin jusqu'à 2 heures de la nuit au bruit que vous entendrez dans le quartier passager du VIII^e ou du XVI^e ; restez tout un soir sur un banc de l'avenue du Bois, où, pourtant, les véhicules abondent, et vous verrez que la question du bruit est pratiquement résolue dans ces quartiers chics.

Le pavage joue un grand rôle dans le bruit ; faites la différence entre les quartiers pauvres et les quartiers riches : ici, asphalte et bois ; là, pavés et souvent en corbe artères mal entretenues, aux cahots innombrables, grâce auxquels se répètent les bruits. Il y aurait un remède : unifier le pavage le plus silencieux ; mais qui exigera pour les quartiers ouvriers ce que l'on octroie aux riches ?

Une autre forme du bruit et non moins énervante : la musique.

Le phono et la T. S. F., grâce à leurs prix accessibles à toutes les bourses, ont permis à d'innombrables familles de posséder un mauvais phono ou un plus mauvais encore appareil de T. S. F.

Vous rentrez chez vous, fatigué de votre journée de travail, avec l'espoir de vous reposer ; vous n'avez pas compté avec vos voisins qui éprouvent le besoin de vous envoyer avec leurs haut-parleurs nasillards le dernier refrain parisien lancé à Hollywood ; tel autre, pour montrer la supériorité de son appareil, vous lance les échos d'une musique capable de vous en dégoûter à tout jamais ; pour peu qu'il y ait cinq ou six appareils dans votre maison avec haut-parleurs « déchainés », votre quiétude est détruite. Parlerons-nous des mauvais phonos qui ressassent leurs inepties ? Contentons-nous de déplorer ce bruit gênant qui ne répond à aucune réalité artistique.

S'il vous prend fantaisie d'aller goûter la paix au dehors, n'allez pas au square, car souvent vous trouverez un orchestre symphonique qui vous empêchera de trouver le calme. Ne sachant où aller avant de rentrer vous coucher — car si nous arrivons trop tôt nos voisins n'auront pas fini leur concert — si vous avez l'idée d'aller à une terrasse de café, n'allez pas dans un café « présentable » car vous trouverez encore un phono avec haut-parleur ou un jazz.

La semaine passée, vous croyez peut-être pouvoir vous reposer le dimanche en fuyant l'agglomération parisienne ! Votre erreur est grande, car vous trouvez toujours quelque phono portatif, quelque appareil de T. S. F., souvent plusieurs ensemble, qui viennent jeter leur bruit dans un silence que six jours durant vous avez désiré ardemment. Quant au banlieusard qui cherche le calme dans la périphérie, il est, le dimanche surtout, servi à souhait, ce n'est pas la musique qui manque, ni les discours officiels que des voisins qui se croient charitables répandent à profusion grâce à leurs haut-parleurs.

Le calme a fui la cité ; le bon plaisir des uns est un désagrément pour les autres. Des médecins, déjà, jettent le cri d'alarme ; ils discernent des symptômes là où nous ne voyons que fatigue. Mais nous réagissons difficilement contre cet envennement continu ; en quelques années la clientèle des centres neurologiques a doublé.

Et le droit d'avoir la paix chez soi que devient-il ? Peu s'inquiètent du voisin ; on a de la musique à sa disposition, eh bien l'on en fait ; pour ce qui est de ceux qui vous entourent, on ne suppose pas une seconde que cela puisse les gêner. Et si cela les gêne, eh bien, l'on est libre chez soi ! Ils n'ont qu'à aimer la « musique », les voisins, telle est la philosophie comode qui justifie toutes les atteintes à la liberté.

**

Avec les statistiques, lorsque l'on manque surtout de probité, l'on démontre ce que l'on veut. Ainsi pour le chômage ; les chiffres donnent une vingtaine de mille de chômeurs pour un pays de 40 millions d'habitants. Ce nombre est ridicule ; car il laisse croire à des conditions régulières, normales et il travestit la vérité. Ce qui serait intéressant de connaître, c'est le nombre d'usines ou de services commerciaux qui fonctionnent au ralenti ; qui, tout en gardant la totalité du personnel, ne fait faire que vingt, vingt-quatre ou trente heures par semaine. Tous ceux qui sont touchés ne sont point des

Au-dessus des forces sociales

Je hais la société. Elle est le triomphe de l'hypocrisie, de la violence, du mensonge, du crime. Les pharisiens et les prévaricateurs la dirigent contre toute justice, contre toute vérité. Jésus y est mis en croix tous les jours. Il faut la détruire.

La société nous prend tout, nous doit tout : nous ne lui devons rien. Le pacte social est un leurre. On nous l'impose, par la force, de notre premier vagissement à notre dernier soupir. Nous n'y avons jamais souscrit. Nous l'acceptons par ignorance. Nous le supportons par lâcheté. Il faut le déchirer.

Pas plus que nous ne sommes responsables des erreurs de nos pères, nous ne le sommes de leur soumission à l'esprit d'esclavage. Hors à leur garder aucun sentiment qui soit de nature à nous enchaîner, à nous diminuer. Professer telles opinions, pratiquer telle religion, parce que nos pères y furent attachés, cela est simplement ridicule ; le plus grave est de nous plier au joug social parce qu'ils s'y résignèrent. Il faut le secouer.

Nés libres, nous devons vivre en hommes libres. Les lois sont des chaînes. Leur excuse se fait de nous garantir contre les caprices de nos oppresseurs. Or, impunément, ils les bravent, du ministre au plus humble fonctionnaire, sans qu'aucun magistrat ait le courage de les leur appliquer. Il faut les changer ou les supprimer.

L'homme libre est vertueux par essence. L'individu qui n'est vertueux que par peur du gendarme est le pire criminel. N'obéir qu'à sa conscience, sans songer aux prescriptions de la société, c'est le sublime de la vertu. La conscience doit être le seul moteur de nos actes. Elle défaille sous le poids des traditions, des préjugés, des sophismes. Il faut la délivrer et l'éclairer.

Traditions, religions — sources d'erreurs, écoles d'esclavage. L'adoration des dieux dispose les peuples au respect des idoles éphémères. Le respect du passé les lie dans le présent. La raison soumise aux dogmes, l'individu est façonné pour la servitude. Traditions, religions, par elles la liberté est perdue. Il faut les rejeter.

La science, au contraire, apprend à aimer la vérité. Elle ramène toutes les actions humaines aux lois de la nature. Elle dénonce la folie des sociétés organisées pour le triomphe des plus forts. Elle est le flambeau qui projette la lumière dans les esprits asservis. Il faut la répandre. L'idée est souveraine. De l'homme le plus misérable elle fait l'égal du puissant le plus orgueilleux. Ni la richesse, ni le pouvoir, ne valent la joie de penser. L'esprit défie la tyrannie. Il la soumet à l'examen, il la critique, il la raille. Il la tue. Quand la société multiplierait les lois, les gendarmes, les prisons, les supplices, elle resterait toujours, sans cesse, le monde dût-il subsister des millions d'années, des millions de siècles, elle resterait éternellement désarmée contre l'idée. L'idée doit être la règle unique de l'homme libre. Il faut la défendre.

La force est notre grande ennemie. Elle est la négation de l'intelligence. Elle réclame des collectivités une obéissance passive, absolue. Elle la leur impose par la violence, au mépris des droits innés qui devraient rendre l'individu invulnérable, sacré. La force est le crime lui-même. Il faut la combattre à outrance.

Qu'elle se pare d'oripeaux éclatants, de plumes, de croix, de galons, la force reste méprisable. Employer sa vie à préparer le meurtre de ses semblables est un outrage à l'humanité. C'est métier de bourreau. Quel citoyen s'honorait d'être un bourreau ? La « patrie » ne s'élève pas par des hérautiques. La vraie gloire lui vient des savants, des penseurs, des artistes, des éducateurs de la jeunesse. La moindre découverte a plus d'effet que la plus formidable bataille. Le plus grand conquérant est moins estimable que le plus obscur laboureur. Le militarisme est une institution néfaste au progrès, à la tranquillité publique, à la liberté. Il faut le supprimer.

Ne respectez ni le sabre, ni la toge, pas plus que l'habit du président ou la redingote du parlementaire, respectez seulement la Raison, la Conscience, l'idée, la délivrance est à ce prix. Le soldat est le serviteur de la force : nous le méprisons. Le magistrat est l'exécuteur des vengeances de la société : nous ne reconnaissons pas à un homme le droit de juger son semblable. Le parlementaire est le sauveur des aveugles passions de la foule ; nous ne pouvons nous accommoder de ces lâches. Le président est le domestique des politiciens ; les représentants tout en les servant, il résume leurs plus basses passions en même temps que, placé au sommet de la hiérarchie sociale, il personnifie le crime social. Il faut mépriser ces gens-là pour mieux apprendre à s'en passer.

Ces gens-là, ce sont les profiteurs, les exploités, les oppresseurs. Ils nous trompent, ils nous pillent, ils nous assassinent. Leur puissance arbitraire est le produit de la société. Ils sont ce qu'elle les fait. Comme elle ne peut vivre que par l'injustice et le mensonge, ils seignent toujours contre la justice, contre la vérité. C'est pourquoi les combattre, c'est faire la guerre à la société dont ils sont les suppôts directs ; le bienfait est double. Il ne peut donc y avoir d'hésitation pour les hommes indépendants lorsque vient à éclater un conflit entre les esprits libres et les soutiens de l'autorité. Révoltés par raison ou par tempérament, il faut qu'ils se mettent avec les esprits libres au-dessus des forces sociales : c'est pour eux la certitude de servir quand même l'humanité, la justice, la force révolutionnaire.

H. L.

Groupe des XI^e et XII^e

Mercredi, 13 août, à 20 h. 30

Salle Vigier, 170, faubourg Saint-Antoine

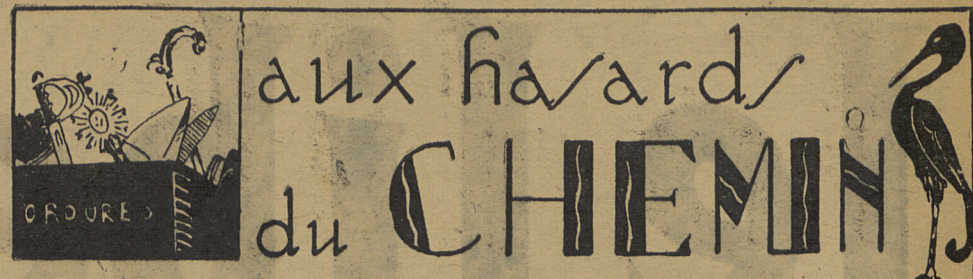
CONFÉRENCE PUBLIQUE ET CONTRADICTOIRE

POURQUOI LA VIE EST CHÈRE par Louis LOREAL

Entrée gratuite — Invitation cordiale à tous

chômeurs officiels, n'empêche que leur situation est lamentable, aussi cruelle que celle du chômeur. Mais la surface est sauve. Et les autres pays qui avouent leur crise économique ont sur nous le bénéfice de la franchise. Il est permis de supposer que cette crise a des mobiles inavouables qu'on s'efforce de dissimuler honteusement.

Bernard ANDRE.



Vive Locarno !

Une note publiée par le Service de renseignements secrets anglais nous apprend « la France, l'Allemagne et l'Italie s'accrochent actuellement à des essais techniques en vue de mettre définitivement en pratique le fameux accord qu'ils ont signé à Locarno en jurant leurs grands dieux de faire tout leur possible pour empêcher le retour de ce crime monstrueux qu'est la guerre.

Un technicien allemand a découvert — et les services d'espionnage des gouvernements de Paris et de Rome ont réussi à s'emparer du secret — une grenade qui, lancée au moyen de fusée arriverait à décrire une trajectoire de trois kilomètres et parviendrait au point voulu avec à peine un écart de cinq mètres du champ de tir.

Cette découverte, déclare « Chanteclair », à qui nous empruntons l'information, fera faire un pas considérable dans la question du bombardement des positions ennemies en cas de conflit. Chaque soldat pourra porter avec lui une douzaine de ces engins qui seraient fabriqués en deux séries : l'une comprenant les grenades à bombardement proprement dit, l'autre, des grenades à gaz. Cela évitera, en de nombreux cas, l'emploi des canons et permettra ainsi d'énormes économies aux gouvernements qui pourront les utiliser pour d'autres recherches.

Comme on le voit, c'est extrêmement encourageant. Dans tous les domaines les savants cherchent non pas ce qui peut servir à embellir la vie, à la rendre plus facile, à diminuer la peine des hommes, à combattre les maladies ou les cataclysmes — mais uniquement ce qui peut tuer le plus grand nombre de gens possible en le moins de temps nécessaire.

Les fonds publics sont dispersés avec magnificence pour les recherches et les essais homicides. Et il n'y a pas que dans les trois pays sus-nommés. Chaque nation, de la plus petite à la plus grande, consacrant ainsi le plus clair de son intelligence à perfectionner les moyens de meurtre en grande série.

Pendant ce temps, des Jean-foutres nous parlent de la Société des Nations, du pacte Kellogg et autres balançoires.

Ne voyons-nous pas Thom Shaw, ministre de la Guerre, travailliste (qui avait en 1928 signé une motion contre l'armée) déclarer à la Chambre des Communes que bientôt il lancera un appel au peuple anglais pour lui demander de s'enrôler dans l'armée, moyennant une « honnête rémunération ».

En vérité, il serait temps de faire à travers le monde une vaste campagne pacifique, d'aller démontrer aux peuples dupés et spoliers que tous les États — blancs, rouges ou tricolores — préparent activement la guerre.

Il est temps, pour les anarchistes de démontrer que tous les gouvernements préparent le crime et que si la classe ouvrière ne veut pas envoyer les meilleurs de ses siens sur les champs de carnage et voir les autres périr sous le déluge des bombardements asphyxiants, il faudrait qu'elle songe à entrer enfin en lutte ouverte contre les assassins d'hier, d'aujourd'hui et de demain.

Aristobole.

P.-S. — D'autre part, il me revient qu'à Lyon on a fait, le 29 juillet, des manœuvres de bombardement aérien. Or, voici ce que l'on communiqua à la presse le 1^{er} août :

Lyon, 31 juillet. — Une conférence s'est tenue aujourd'hui sous la présidence du général Serigny, pour apprécier les résultats techniques des manœuvres exécutées mardi, en vue d'assurer la défense de Lyon contre une attaque aérienne.

On a constaté que la D. C. A., telle qu'elle est organisée, était insuffisante pour le moment à protéger d'un façon efficace, la ville contre une attaque aérienne massive, qu'en outre on devait prévoir, en cas d'alerte sérieuse, à évacuer la majeure partie de la population et qu'on ne pouvait songer à doter de masques et de vêtements contre les gaz que les personnes obligées de rester dans la ville.

Et vive la prochaine « der des der » !

PARBLEU !

Décidément Clément Vautel se surpasse. C'est ainsi que, parlant de la célébration des « Trois glorieuses » par le fumiste Tardieu, sur la place de l'Hôtel-de-Ville de Paris, notre inénarrable crétin écrit cette phrase :

« Maintenant, il serait un peu difficile de faire se soulever le peuple, de déclencher une révolution au nom du seul principe de la liberté de la presse. »

Je pense bien ! Pour ce qu'est la presse d'aujourd'hui : un ramassis de coquins qui dirigent les journaux et une bande de laquais qui pissent leur copie sur n'importe quoi ou sur n'importe qui — et qui changent d'opinion comme de maîtres.

On serait bien bête de se faire casser la gueule uniquement pour permettre à Vautel et à ses semblables d'écrire des âneries quotidiennes pour bourrer le crâne aux naïfs lecteurs.

Il faudrait posséder une couche de stupidité formidable pour défendre la presse vendue et pourrie qui ne sert qu'à soutenir les puissants du jour. D'ailleurs la « liberté de la presse », où l'avez-vous rencontrée ? Elle n'existe dans aucun pays.

Et puis, même si le peuple se soulevait pour l'exiger, vous seriez le premier. O valet de plume, à féliciter le gouvernement dans la répression.

PRO PUDOR

Une publication sérieuse (?) ou du moins qui se prétend telle, mène actuellement une campagne violente contre le sénateur Héry. Celui-ci a, en effet, commis un crime immonde. Jugez-en :

Ecrivain, dans la *Petite Tribune*, journal rédigé par des parlementaires, il a osé, en un article ironique, consacré au ministère de carnaval composé par Tardieu, à propos de ses nombreux partici-

« Le tourisme, la santé publique, l'économie nationale sont mis en ministères ou en sous-secrétariats. C'est à se taper le derrière par terre en criant : « Vive la République ! »

Et le rédacteur de la publication, un nommé Moselle, s'indigne de cette phrase. Quoi, un sénateur, oser dire qu'il se « tape le derrière par terre » ! Et il demande des sanctions et la non-réélection de ce « représentant du Peuple » mal embouché. N'est-ce pas à se taper le... Moselle par terre en criant : Vive l'animateur des Temps Nouveaux !

L'HOMME QUI RIT...

Poincaré a présidé la distribution des prix aux élèves des écoles communales de Sampigny.

On se doute bien de la teneur du laïus qui s'est terminé ainsi :

« Restez donc, mes jeunes amis, de bons Sampignais, de bons Meusiens, de bons Lorrains et de bons Français. »

Il aurait pu ajouter : « Et vous serez ainsi de bons soldats, de bons contribuables, de bons électeurs, chair à canon, chair à travail, etc., etc. »

Mais l'homme des cimetières vivra-t-il assez vieux pour voir pousser sur le ventre des écoliers de Sampigny et d'ailleurs, ces petites croix blanches qui lui valurent sa triste, mais incontestable renommée ?

TOUT VA BIEN

Les discours ministériels se suivent et se ressemblent. Tardieu, aux pompiers bel-fortains, qui sont par surcroît ses électeurs, Paul Reynaud, aux « pinardrés », que l'on appelle aussi spinallines, toute cette avalanche de mots défilait sous le signe de l'optimisme.

Les finances de la France n'ont, paraît-il, jamais été aussi prospères, c'est du moins ce qu'affirme le plus moche des ministres que personne ne nous envie.

Et non seulement il affirme, mais il prouve, à grand renfort de chiffres qui, pour être astronomiques n'en sont que plus impressionnants.

Le malheur, c'est que ce sont de ces mêmes chiffres que se servent les adversaires du gouvernement pour prouver exactement le contraire.

Qui croire ?

Ce qu'il y a de certain, c'est que si les finances publiques sont prospères, les finances particulières des prolétaires ne sont pas brillantes. Tout augmente. Mais cela n'a, évidemment, pour les gouvernants, aucune espèce d'importance.

LE JUGE

« J'admire comment des hommes peuvent faire le métier de juge. Sortir de chez soi le matin et s'en aller allègrement cogner à tour de bras sur des gens qui ont failli peut-être (le juge n'a-t-il jamais failli ?) et qu'on vous livre déprimés, ligotés, terrorisés, perdus, est un plaisir qu'il ne serait pas donné à tout le monde de goûter.

Du cœur le plus tranquille, avec la conscience d'accomplir la plus haute fonction sociale, sans chercher à l'atténuer d'un peu d'humanité, ils pèsent « de chic » des responsabilités ou la faute de l'individu s'atténue des fautes ambiantes, ils décrètent le déshonneur officiel des familles, brisent des vies humaines, infligent des tortures sans nom et rentrent sereins chez eux, ayant fait de toute cette œuvre de misère et de mort de quoi entretenir la paix et la joie du foyer.

Cela a été écrit par Georges Clemenceau et nous le dédions à ceux qui ont cru venger le vieux caïman en condamnant dernièrement nos camarades. A eux et aussi à tous leurs confrères présents et futurs.

LE PAIN CHER

Le député-maire du Hayre, Léon Meyer, et Tardieu ont échangé, à propos du prix du blé de longues missives qu'ont reproduites les journaux.

De la dernière réponse adressée à Tardieu, nous relevons ce passage :

« Le 8 de ce mois (juillet), parlant à la tribune de la Chambre, vous déclariez (je cite textuellement, voir le J. O. de cette date, page 3001) :

« Je salue aujourd'hui le blé à 155 francs au lieu de 110 francs, soit 45 francs de hausse, et le vin à 13 fr. 75 le degré au lieu de 8 francs. » (Applaudissements au centre et à droite.)

Tardieu saluant la vie plus chère et applaudissant la tourbe de requins qui en profite, voilà qui était bon, en effet, d'être souligné.

L'administration publique se croit obligée de nous protéger dans tous nos pas. On nous aime tant qu'on nous étouffe. La sollicitude dont on nous entoure pose à chaque instant d'innombrables entraves à notre activité. Cela diminue, dans une très forte mesure, la somme de notre bien-être. Pour nous éviter des maux accidentels, on nous accable de maux permanents : cent fois plus funestes. Les sociétés modernes sont comme des individus qui n'auraient mis une armure pour se préserver des piqures d'une mouche.

L'erreur des gouvernements consiste à croire qu'ils doivent et qu'ils peuvent guérir tous les maux de la société. Ils se font des illusions. Par la nature des choses, leur puissance est des plus limitées, et, neuf fois sur dix, leur médication a pour unique effet d'empêcher la condition du malade.

En effet, dans le plus grand nombre des cas, les soucis qu'on prend de nous se traduisent, en réalité, par l'apparition d'une nuée de nouveaux fonctionnaires. Or, chacun d'eux, comme nous l'avons montré, est la plupart du temps une nuisance sociale. Ces mesures, soi-disant protectrices, finissent par une nouvelle charge de nombreux millions que le peuple doit payer directement ou indirectement.

NOVICOW.

(Les Gaspillages des sociétés modernes.)

EN BELGIQUE

Centenaire d'esclavage

La Belgique en ce moment est submergée de réjouissances. Non seulement les bourgeois, mais même une grande partie de la classe ouvrière est en extase patriotique. Pensez-vous, voici cent ans que la Belgique s'est débarrassée du joug hollandais. La Belgique, grâce à ses rois, s'est élevée au plus haut sommet de la justice et de la liberté. Et aussi de la civilisation, allais-je oublier de dire.

Les fêtes et cérémonies se succèdent sans cesse. Tout étranger visitant en ce moment les expositions de Liège et d'Anvers se croira dans un pays où le peuple est le plus heureux du monde. La Belgique paraît à ses yeux une contrée très prospère, malgré le chômage qui prend une grande extension, mais que l'on dissimule soigneusement.

Bref, tout à l'air d'aller très bien, malgré le spectre de la guerre qui nous menace. Les anarchistes qui voient un peu plus clair, que doivent-ils dire aux éléments veules et passifs de la foule ?

La bourgeoisie elle-même laisse entrevoir par ses paroles le monarque de cette mise en scène patriotique. Le journal fascinant *La Meuse*, du 24 juillet, en dit déjà long là-dessus. Tandis qu'en deuxième page s'étale fièrement le compte rendu détaillé des fêtes du centenaire, juste à côté, un petit article nous dit beaucoup plus long que n'importe quel discours patriotique.

Voici cet entrefilet :

« Roussies (une commune de la province de Liège). — Un drame de la misère. — Un ouvrier de Roussies, le nommé Pierre Henard, âgé de 37 ans, marié et père de six enfants, était malade depuis longtemps et incapable de travailler. Il subit, dernièrement, une douloureuse opération et les médecins qui le soignaient déclaraient qu'il ne pourrait pas reprendre ses occupations avant, au moins, un an ; mais, comme la misère régnait chez lui, il retourna à l'usine au bout de quelques semaines ; ses forces le trahirent et il dut, de nouveau, rester inactif.

Des interventions discrètes se produisirent, mais elles n'étaient pas suffisantes et ce fut bientôt, chez ce malheureux, le dénuement le plus complet.

Désespéré de cette situation, il a absorbé le contenu d'une fiole de laudanum que l'on employait pour ses pansements. Le pauvre homme est mort après une affreuse agonie ».

Cela arrive au moment où le gouvernement dépense des centaines de millions pour les fêtes patriotiques, au moment où le roi Albert, dit « Le Brave », prononce des discours pompeux dans lesquels il parle de la bonne entente entre ouvriers et patrons.

Au même instant, les socialistes, à l'occasion du 25^e anniversaire de la Fédération Syndicale des Métallurgistes, lancent des manifestes dans lesquels ils tiennent le langage suivant :

« ...Pour s'en convaincre, il suffit de se reporter à 25 ans d'ici ; en 1905, qu'étaient les travailleurs à cette époque ? Des miséreux et des esclaves. Des salariés traités en bête de somme... » — « ...Que sont-ils à présent ? Des hommes libres !... »

Oh ! après tout, les socialistes ont raison de le dire. Seulement ils oublient d'ajouter que la seule liberté que nous ayons est celle de crever. Il n'y a que cela que le prolétariat ait gagné dans toute la lutte pour le suffrage universel.

Ah ! qu'il est à plaindre, cet homme libre de prolétaire ! Trahi et bafoué par ceux qui sortent de la classe ouvrière même, bien des travailleurs se désespèrent d'arriver à une amélioration, si pas pour eux directement, tout au moins pour leurs enfants. Si seulement ils se donnaient la peine de lire d'autres journaux que ceux de la presse bourgeoise et socialiste, s'ils s'efforçaient d'étudier quelques brochures ou livres anarchistes et réfléchiraient sérieusement, ils comprendraient l'enseignement du communisme-anarchiste ; ils verraient qu'il est capable d'assurer le bien-être de l'humanité entière, en même temps que la justice prolétarienne, supprimant l'inégalité. Seule la suppression du salariat et des castes arrivera à abolir la misère ma-

tielle et morale. Venez donc, camarades ouvriers, lutter contre notre ennemi commun qu'est le capitalisme.

Si le fruit immédiat de votre lutte est minime, il y a toujours la satisfaction réelle de faire avancer la Révolution sociale conduisant vers la société sans exploitation ni autorité : vers l'Anarchie.

P. GONDA.

(De Saint-Nicolas-Liège.)

BRUXELLES

Un meeting pour Ghezzi

Le samedi 26 juillet, le Comité international de défense anarchiste de Bruxelles avait organisé à la Maison des Huit Heures un meeting en faveur de notre malheureux camarade, emprisonné depuis quinze mois au bagne de Souzdal, pour y subir les trois ans de prison que lui infligeront les agents du Guepeou russe.

Nous avions, cette fois, la chance de compter parmi les orateurs, deux délégués étrangers : un de la C. G. T. S. R. de Paris, l'autre de l'A. I. T. de Berlin. Les orateurs étaient : Adamas, Marchand, Lazarevitch et Ernestan.

L'annonce de notre meeting avait eu le effet de mettre en fureur les suppôts de Staline. Aussi tentèrent-ils un grand coup et, à l'ouverture du meeting, tout le parti communiste, y compris les enfants, se trouvait dans la salle.

Ernestan, qui ouvrait la séance, rappela brièvement l'activité passée de notre comité et exposa en résumé la vie de Ghezzi depuis son enfance jusqu'à la cellule de Souzdal, où il déperit lentement.

Avant de terminer, Ernestan tira quelques enseignements de cette tragique histoire et déclara entre autres que ce n'était pas pour en arriver à un pareil état de choses que les travailleurs de Russie s'étaient fait tuer en 1917 et que les bourgeois de Ghezzi trahissaient la Révolution russe.

Il n'en fallut pas davantage pour déclencher le tumulte ; des hurlements jaillirent et il apparut immédiatement une volonté d'obstruction et de sabotage. Un comparse de la bande moscovitaire poussa l'audace jusqu'à réclamer la constitution d'un bureau comprenant des délégués de leur parti, lequel applaudit au supplice de Ghezzi.

Malgré le rappel du droit de contradiction accordé aux auditeurs qui demandaient la parole, le calme ne se rétablit sur un appel énergique de Lazarevitch, qui descendit dans la salle, l'on entreprit l'expulsion des perturbateurs et durant quelques minutes, ce fut la bagarre.

Devant cette attitude résolue et notre décision de continuer le meeting, les représentants du nationalisme russe vidèrent la place ou en furent vidés sous les huées. La réunion se déroula alors dans le calme et c'est ponctuée par des applaudissements que les différents orateurs stigmatisèrent les agissements des traitres à la cause du prolétariat mondial et des fossoyeurs de la Révolution russe.

Cette réunion nous permit d'entrer plus avant dans l'estime et la sympathie de nombreux travailleurs. Quant aux saboteurs, qui en furent pour leurs frais, ils sortirent de cette bagarre plus discrédités encore qu'ils n'y entrèrent.

Nous sommes, d'autre part, prévenus sur l'audace de ces crapules et — un homme prévenu en valant deux — nous le leur ferons voir à l'occasion.

Plus que jamais, en avant pour Francesco Ghezzi !

Un auditeur.

Docteur A. CAUDUCHEAU

Contre un fléau

Comment on se préserve des maladies sexuelles.

Prix : 5 fr. 75. — Franco 6 fr. 35.

ALGER

L'erreur de ceux qui croient que telle race commet plus de crimes que telle autre. Ici, beaucoup disent : « Voyez, tous les crimes et les vols sont commis par les indigènes ». — Oui, mais à qui donc va la misère, à qui va la pauvreté ? C'est aussi aux indigènes, seulement aux indigènes. Il serait donc plus juste de dire : « Les crimes et les vols sont commis par les malheureux ».

Les malheureux dans les colonies n'étant jamais les colons ni les européens en général, la boue ou la lie humaine qui y existe est donc formée seulement d'indigènes, c'est compréhensible ; ainsi, ailleurs, où il n'y a pas de « colonisés » les crimes sont commis par les habitants du pays où aucune question de race n'intervient.

Si les crimes sont commis ici par les indigènes, cela prouve donc bien : 1^o que les criminels (au sens ordinaire du mot et non au sens vrai, car au sens vrai, les criminels sont dans la haute classe, ils sont constitués par les capitalistes qui volent l'argent gagné à l'aide du travail de leurs ouvriers, par ceux qui, de crainte de dépeupler, négligent soigneusement les précautions à prendre dans les entreprises ou usines, afin de sauvegarder la vie des prolétaires, employés, ou par tant d'autres, comme les falsificateurs, etc.) je dis donc que les criminels sont toujours constitués par les malheureux, les très malheureux (exception faite, bien entendu, des drames passionnels, cela, c'est une autre question).

2^o Que, ici, les très malheureux sont les indigènes ; qu'il n'y a pas d'européens malheureux.

Donc cela confirme ce que les anarchistes disent toujours : S'il n'y avait plus de misère, il n'y aurait plus de crimes au sens vulgaire du mot, s'il n'y avait plus de capitalistes exploités, il n'y aurait plus de crimes au sens révolutionnaire du mot.

3^o On peut dire avec certitude que lorsque la révolution sera faite, tout crime aura disparu (exception faite pour les crimes passionnels, qui disparaîtront lorsque les individus seront assez évolués pour ne plus considérer l'être humain comme un objet de propriété).

Marguerite Sepsa.

THIERS

Epilogue d'une manifestation

Le « Libéraire » a relaté, à l'époque, les incidents survenus à Thiers, le mercredi soir 12 février : une manifestation populaire de plus de 600 personnes venait troubler la quiétude de notre maire-dictateur, pour rappeler à une plus grande pudeur ce monsieur, qui, sur les instances des cléricaux, avait osé interdire la parole au conférencier Chapin.

Mercredi 23 juillet, comme suite aux plaintes de cet honnête et loyal magistrat, comparaissent en correctionnelle, devant une salle d'audience arch-comble d'un public de sympathiques, les trois camarades Vergnaud, Faye et Mme Guillou.

A la barre, seize témoins à décharge, tous outrés de la partialité et des contradictions de l'accusation contre nos amis, vinrent révoquer en doute les ragots intéressés et mensonges du maire et tous ses valets civils et policiers.

Sentant le terrain fragile et l'antipathie du public pour nos accusateurs, le Procureur, jésuitiquement, évita de charger nos camarades demandant en conclusion un verdict d'acquiescement, aussi, après une belle plaidoirie de M^{rs} Ernest Lafont et Planche, nous étions en droit d'espérer, sinon un acquiescement complet, (pourant conclusion logique de cette affaire), au moins les sursis pour une légère amende.

Il n'en fut rien, mais craignant ce jour une nouvelle manifestation de sympathie du public à l'annonce de leur verdict d'injustice, les chais-fourrés remirent au vendredi 25 leurs décisions, jugement condamnant les camarades Vergnaud à 30 francs, Faye à 60 francs et Mme Guillou à 120 francs d'amende sans aucun sursis.

Ayant jugé de la douceur de la police locale lors de la manifestation, nous avons pu aussi, ainsi, nous rendre compte de l'équité des gens de justice, tous dignes souteneurs du régime de liberté qui nous dispense avec tant de grâce et bonne humeur, ce grand et honorable républicain Tardieu.

Ces messieurs peuvent être assurés cependant que nous ne sommes nullement intimidés par leur répression ayant la vérité de notre côté, nous sommes décidés, plus que jamais, à poursuivre notre tâche d'éducation et d'action révolutionnaire, heureux de constater, en cette circonstance, la solidarité de la classe ouvrière thiernoise, malgré toute la calomnie déversée sur notre compte par les jésuites civils et religieux.

Le Groupe Libéraire.

BORDEAUX

Les camisards d'Oléron en conseil de guerre

Le conseil de guerre de Bordeaux, appelé maintenant tribunal militaire, ce qui ne le change en rien, a siégé pour cette affaire les 23, 24, 25 et 26 juillet. Le procès a eu lieu dans une atmosphère d'état de siège. Le quartier où se trouve le tribunal était envahi par une véritable nuée de bourriques de tout acabit. Pour interdire l'accès au tribunal aux ouvriers bordelais, une carcatère de justice, avait établi aux portes, une surveillance très sévère. L'emplacement du public était presque entièrement occupé par les émissaires de l'armée.

Pour donner une idée de ce que furent les audiences, à un certain moment, non contents d'exiger aux aspirants auditeurs de montrer leurs papiers, les gardes firent laisser à la porte cannes et parapluies. Après plusieurs séances, où furent courageusement exposés, par les mutins, les exactions, les vols et les brimades, qui sont choses courantes dans les lieux, comme l'île d'Oléron, défilèrent les victimes du militarisme, maintenant libérées, qui apportèrent leurs témoignages pour leurs camarades restés aux mains des chaouchs. Quelques-uns des accusés étaient défendus par des avocats communistes.

La bourgeoisie montra toute sa férocité en faisant peser lourdement son militarisme sur les travailleurs encasernés. Près de cinquante ans de prison s'abattirent sur les 21 mutins. Les plus en vue récoltèrent 5 ans, 4 ans, 2 ans. D'autres, dont certains demandèrent l'indulgence du tribunal, obtinrent le sursis.

Verdict de haine, où les dirigeants, apeurés par la propagande antimilitariste, démontrèrent leur justice de classe.

Le procès des mutins d'Oléron est maintenant fini pour la bourgeoisie. Il devrait commencer pour les prolétaires, car la cause des emprisonnés civils et militaires, c'est celle de la classe ouvrière toute entière. Pour libérer les mutins d'Oléron, pour leur propre libération, les travailleurs doivent lutter avec les anarchistes, rejoindre les syndicats révolutionnaires, qui bataillent pour la disparition totale de tous les militarismes, pourvoyeurs de bagues et de charniers.

Marcel Lenormand.

COURSAN

Les salaires

Voilà bientôt deux ans que les salaires n'ont pas été augmentés et pourtant le coût de la vie depuis 1928, n'a cessé de monter. Malgré toutes les tentatives faites par le Syndicat pour grouper les ouvriers, ces derniers se sont complètement désintéressés de leurs revendications.

Il est devenu une coutume et cette année-ci, la nécessité ne fera probablement pas déroger à cette règle, que les revendications se posent à la veille des vendanges.

Nul doute que le Syndicat autonome des cultivateurs de Coursan aura discuté de cette question à l'heure où paraîtront ces lignes.

Dans tous les cas, nous ne ménagerons pas nos efforts pour le regroupement de tous les ouvriers désabusés et qui, depuis quelque temps, paraissent plongés dans un sommeil léthargique. D'autres sont encore pleins de scrupules pour les exploiters et, tout en reconnaissant la légitimité d'une augmentation des salaires, n'osent rien dire parce que le vin ne se vend pas. Certains, et ils sont encore assez nombreux, qui, quoique militant dans des organisations de gauche, dédaignent complètement le Syndicat pour des causes anodines.

Camarades, s'il n'est pas possible de s'unir idéologiquement, dressiez-vous comme un seul homme contre vos exploiters et, pour cela, adhérez au Syndicat et assistez nombreux à ses réunions.

SAINT-ETIENNE

Roman-Cinéma Soulié-Durafour

Le film est terminé et une leçon se dégage pour nous anarchistes, du plus grand intérêt et aussi pour les travailleurs conscients.

Comme je l'ai annoncé précédemment, le troisième épisode s'est passé à la correctionnelle. Mais le jugement étant envisagé de manière qu'aucune des troupes en jeux ne puisse s'en prévaloir, fut renvoyé au 25, puis du 25 au 28, pour permettre à la comédie-vaudeville de la « consultation électorale » de suivre son libre cours.

Ce troisième épisode vient de se terminer par cet attendu, dont voici le texte qui démontre admirablement que le système de Ponce-Pilate : « Je m'en lave les mains » a fait école :

« Attendu que l'affaire de l'aviation n'est, en définitive, qu'une série de commentaires ou d'appréciations sur les caractères et tendances d'actes et abstentions du maire, se

rapportant à sa gestion communale ; d'appréciation qui revêtent, en se développant, les caractères d'une lutte d'ordre politique entre deux parlementaires, dont l'intégrité est au-dessus de tout soupçon ».

C'est-à-dire, qu'en bon français, « on s'est foutu de la gueule du Peuple Souverain ».

Le quatrième épisode, les élections, a été une démonstration convaincante de ce que peut donner au maximum l'abjecte jeu de la politique. Pouch !

Tous ceux qui ne liront ne pourront pas s'imaginer à quel point est tombé le degré de malpropreté de ce que l'on appelle la « cuisine électorale » ici à Saint-Etienne. Il faut l'avoir vu et surtout le... comprendre pour s'en rendre compte.

Ce qui n'empêchera pas l'électeur de consolider par sa sottise cette erreur grossière de la « Souveraineté du Peuple » par le bulletin de vote.

Donc, le « Peuple Souverain » s'est à nouveau manifesté le 27 juillet. Sur 48.502 inscrits, 29.622 ont fait leur « devoir » de citoyens, soit une augmentation de 828 électeurs votants sur le premier tour, c'est malgré, comparativement à l'avalanche de tracts, affiches, circulaires, journaux gratuits et, malgré la formule sacramentelle qui réussit assez souvent : « Tous pour la République contre la réaction ! » Dans ces sortes de tournées il n'est jamais question de l'intérêt : le Peuple. Pour cause, que ce soit l'Empire, la Monarchie, la République, la Dictature, le Fascisme, la pratique est celle-ci : Crève le Peuple, pourvu que l'Empire, la Monarchie, la République, la Dictature, le Fascisme existent. D'autres fois, c'est le nom de la Nation qui est en jeu, mais le résultat est le même.

Ces 29.622 électeurs se sont répartis ainsi : Durafour (15.937) — Bolcheviste (2.139), soit une baisse de 1.009 voix sur le premier tour — Neyret (11.905) — Un seul candidat Jeanne République (610), augmentation de 110 voix sur le premier tour.

L'année dernière, aux élections générales, le nombre des abstentionnistes avait été de 16.000 environ au premier tour et de 15.000 au deuxième tour. Cette année, le nombre a été de 20.000. Le Journal royaliste « Mémorial » en profite pour réclamer le vote obligatoire, c'est-à-dire la suppression de la seule manifestation de la « Souveraineté de l'Electeur », celle d'être libre de ne pas l'exercer.

Cela n'empêchera pas de continuer à ce que les travailleurs soient « Gros Jean » comme devant les poires succulentes et juteuses de la politique, tant qu'ils abdiqueront leur personnalité au profit des maîtres présents et à venir, par l'exercice du bulletin de vote.

Eugène Soulier.

L'ENCYCLOPÉDIE ANARCHISTE

Le 31^e fascicule (de la page 1.441 à la page 1.488) est sous presse. Quand ces lignes paraîtront, nos abonnés l'auront reçu ou seront à la veille de le recevoir.

Le 31^e fascicule contient des études du plus haut intérêt, entr'autres la fin de l'article très fouillé de Delaunay sur *La Masse et les Elites* ; un exposé original et extrêmement intéressant de Voline sur *La Psychologie des masses et leur puissance créatrice* ; un article très documenté de M. Lapeyre, sur le mot *Massacre* ; une série d'études remarquables sur le *Matérialisme*, par Han Ryner et Ixigrec ; le *Matérialisme individualiste*, par E. Armand, le *Matérialisme historique*, par Voline ; une synthèse sur le mot *Mathématique* et ce qu'est cette science exacte, par L. Barbedette ; un excellent article de la doctoresse M. Pelletier sur la *Maternité*, et de Manuel Devaldes, sur la *Maternité consciente*.

On lira encore avec la même attention : un résumé exceptionnellement clair et précis de tout ce qui a trait au mot *Matère*, par L. Barbedette et, présentée par Elie Soubeyran, de l'Ecole Colinsienne, l'opinion que professe, sur ce sujet tant controversé, le socialisme rationnel.

L. Barbedette écrit ensuite *Matriarcat et Macéisme*. Enfin, nos collaborateurs : Elosu, L. Rimbaud et M. Pierrot, publient dans ce même fascicule, des études — qu'on ne rencontre nulle part — sur *Médecins, Médecine, Médicaments*.

Delaunay, Voline, Lapeyre, Han Ryner, Ixigrec, E. Armand, Barbedette, M. Pelletier, Manuel Devaldes, Elie Soubeyran, Elosu, Rimbaud, Pierrot, ces noms, bien connus de tous ceux qui s'intéressent au Mouvement (pensée et action) anarchiste, attestent la haute portée sociale de l'*Encyclopédie Anarchiste*.

Sébastien FAURE,

Chèque postal : Paris, 733.91.

LES LIVRES

Les carnets de Schwartzkoppen ;

Victor Méric : Dans la jungle politique et littéraire ;

Pietro Nenni : Six ans de guerre civile en Italie ;

Neel Dorf : Keetje Trottin.

Voici quatre livres de souvenirs qui, d'inspiration différente, comportent chacun leur intérêt.

Schwartzkoppen ! voici un nom bien oublié maintenant et qui pourtant fut sur toutes les lèvres au moment de l'affaire Dreyfus. Attaché militaire à l'Ambassade d'Allemagne à Paris, c'est un bordereau adressé à lui par un officier français et qui fut dérobé avant de lui parvenir qui devait déclencher cette histoire de haute trahison qui bouleversa la France et préocupa le monde entier durant dix ans.

L'Etat-Major et le général Mercier accusèrent formellement le capitaine Dreyfus d'être l'auteur de ce bordereau et, à la suite d'une machination inouïe réussissant à le faire condamner à la détention perpétuelle.

A la suite de cette condamnation, les amis de Dreyfus firent une enquête qui démontrait l'innocence du capitaine et indiquait que le véritable coupable était Es-therazy. Seulement il fallait une preuve décisive — et seul le colonel Schwartzkoppen pouvait dire quel était l'auteur du bordereau.

Comme bien on pense, les amis et la famille Dreyfus pressèrent l'attaché allemand de dévoiler enfin ce qui s'était réellement passé. Celui-ci ne pouvait parler, enchaîné qu'il était par la discipline du Kaiser.

Dreyfus partit donc pour l'île du Diable.

Il en revint quelques années après pour passer devant le conseil de guerre de Rennes qui le condamna une nouvelle fois mais à dix ans seulement. L'année suivante Dreyfus fut gracié.

Entre temps Zola avait été condamné pour son « J'accuse » et le lieutenant Picquart rayé des cadres de l'armée.

Schwartzkoppen se taisait toujours, laissait un innocent aller au bagne et frapper Zola et Picquart — alors qu'il lui aurait suffi d'un mot pour tout remettre à sa place.

Cependant, il avait demandé au Kaiser et au prince de Bülów l'autorisation de parler ; ceux-ci lui avaient ordonné le silence.

Il écrivit des notes sur cette affaire qu'il voulait publier lorsque serait finie la guerre — mais il mourut en 1917, avant d'avoir pu réaliser son dessein.

Ce sont ces notes, accompagnées de la correspondance et de commentaires historiques que publie actuellement, dans une traduction française, la Maison Rieder (1).

Bien que relatant des faits vieux de trente-cinq ans, ce livre a du moins le mérite — outre qu'il nous restitue une époque — de nous faire voir toute l'abjection de cette discipline qui fait qu'un homme qui en est l'esclave, laisse con-

(1) Les Carnets de Schwartzkoppen, 1 vol. 15 francs.

damner des innocents plutôt que d'avoir une révolte de conscience et de briser sa carrière. On y verra aussi le rôle odieux joué par les militaires et le gouvernement d'alors pour empêcher à tout prix la révision du procès.

En ouvrant le livre de Victor Méric, je m'attendais à quelque chose d'autre que ce que j'ai lu par la suite. Non pas que ce que raconte Méric ne soit pas intéressant, au contraire ; mais, enfin, j'aurais cru qu'il nous aurait donné ses « Souvenirs d'un révolutionnaire » qu'il avait commencé de publier en 1925 dans *l'Egalité*. Lui qui a vécu toute une époque fertile en incidents, aurait pu nous révéler certains aspects de la lutte en ces temps agités d'avant-guerre.

Mais enfin, tels qu'ils sont, ses souvenirs nous donnent des aperçus sur plusieurs personnages et sur des faits passés qui ont singulièrement de la saveur.

Sur Laurent Tailhade, il y a des choses amusantes, en même temps que significatives de l'état d'âme de l'illustre pamphlétaire qui, en un jour de mauvais humeur, passa au Gaulois d'Arthur Meyer pour, peu après, se repentir de cette petite apostasie.

La bohème littéraire et artistique, le vieux Quartier Latin de la fin du XIX^e et du commencement du XX^e siècle sont dépeints avec humour, en même temps que des personnages qui devinrent plus ou moins célèbres y sont « typés » avec talent.

Puis, c'est le récit des démelés « électoraux » de Méric qui défilent sous nos yeux amusés. On voit comment les « purs » de la III^e Internationale mirent Méric dans l'obligation de se porter candidat, puis ensuite, avec quels débordements d'injures, de violences et de calomnie ils tapèrent sur celui qui n'avait pas

voulu se laisser domestiquer par l'or de Moscou.

Le « débarquement » des rédacteurs de *l'Humanité* (Pioc, Torrès et autres), donne lieu à une scène amusante et, à ce propos, le portrait moral de Cachin est tracé d'une façon magistrale.

Enfin il y a toute une partie sur Hervé et la *Guerre Sociale*. On comprend enfin comment ce maniaque du commandement a renié toutes ses idées de la veille.

Tel qu'il est, ce livre (1) offre un indiscutable intérêt et nous attendons la deuxième série des souvenirs annoncés par Méric.

Avec Pietro Nenni, ce sont des souvenirs d'une émotion poignante. Son ouvrage (2), écrit sans vaines déclamations, retrace une période particulièrement douloureuse pour l'histoire du prolétariat italien.

L'auteur a personnellement connu Mussolini, avec qui il alla même en prison à la suite de l'assaut donné à une gare italienne, en 1911, pour empêcher les soldats de partir pour la Tripolitaine. Aussi, nous dépeint-il non seulement l'enfance du criminel dictateur, mais encore presque toute la vie de celui dont le père, aujourd'hui, aurait peut-être à subir l'exil ou le cachot s'il n'était mort avant de voir son fils persécuter et faire assassiner ses compagnons d'idéal.

Nenni nous fait assister à la vie du Parti socialiste italien depuis plus de vingt ans ; il décrit les multiples tendances, il dépeint les leaders de ces fractions. Mais

(1) Dans la Jungle Politique et Littéraire, (Valois, éd.), 1 vol. 15 francs.

(2) Six Ans de Guerre Civile en Italie, (Valois éd.), 1 vol. 15 francs.

le tort de cet ouvrage, c'est de ne tenir compte, pour retracer l'époque tumultueuse de l'immédiate après-guerre (1919-1922), c'est d'identifier trop étroitement la classe ouvrière avec le Parti socialiste et la C. G. T. italienne. Il y avait une importante fraction (et la plus active, la plus révolutionnaire) de la classe ouvrière qui était dans l'Union Syndicale Italienne et les anarchistes occupaient une place importante dans le mouvement révolutionnaire. Ils avaient même un quotidien *Humanita Nova* qui avait un fort tirage.

Des syndicalistes et des anarchistes il n'en est point question dans son livre. Pourtant, lors de la prise des usines, s'ils avaient été écoutés, le fascisme ne serait peut-être jamais venu au pouvoir.

Néanmoins, cet ouvrage est un véhément et émouvant réquisitoire contre le régime infâme du fascisme, dont il explique les origines, les crimes et la faillite sociale.

Il faut lire ce livre, c'est un document de premier ordre.

Neel Dorf (1) sous forme de roman nous conte l'existence d'une fillette de pauvres gens en Hollande. L'auteur nous dit avoir vu cela en ses jeunes années. Il y a des pages d'un réalisme poignant. Je regrette que la place me fasse défaut pour en parler plus longuement. C'est un bon et excellent livre.

Louis LOREAL.

LIVRES REÇUS. — Runham Brown : *La perçec* ; Victor Serge : *L'An I de la Révolution russe* ; Jacques Sautarel : *La Fétidité du pauvre* ; Bertrand Russell : *Le mariage et la morale* ; Léon Trotsky : *Ma vie*.

J'en rendrai compte ultérieurement.

(1) Keetje trottin (Editions Tambourin), 1 vol. 15 francs.

DANS LES SYNDICATS

C. G. T. S. R.

EDITIONS DE LA C. G. T. S. R.

Pour répondre au désir exprimé par de nombreuses organisations et aux multiples questions posées par les militants, en même temps que pour fixer d'une façon absolument claire l'attitude de la C. G. T. S. R. devant la guerre, la C. A. vient de faire éditer une brochure portant comme titre :

Le Syndicalisme et la Guerre

C'est un exposé, succinct et complet à la fois, des causes et des dangers de guerre, indispensable à tous : Syndicats et militants pour mener une propagande active, vigoureuse, objective et cohérente contre la guerre.

En éditant cette brochure la C. A. a tenu compte de tous les faits nouveaux : découverts scientifiques, applications techniques, tactiques récentes des gouvernements, objectifs de tous ordres du capitalisme, utilisation concentrée et rationalisée des industries, qui sont venus modifier l'aspect classique du problème.

Avant étudié la question sous cet angle — essentiellement différent de celui d'avant-guerre — la C. A. a tenu à indiquer des moyens d'action et de propagande correspondant aux nécessités et aux dangers actuels ; à formuler très nettement le caractère de son opposition à la guerre et de sa lutte contre ce fléau qui met en cause l'existence même de l'humanité.

Elle l'a fait en tenant le plus grand compte des principes du syndicalisme révolutionnaire et des buts que poursuit celui-ci.

La brochure est en vente aux prix et conditions suivantes :

L'exemplaire, 0 fr. 50.

Le cent, 40 francs (aux organisations et groupements d'avant-garde).

En vente au :

Pour la C. A. de la C. G. T. S. R.

Le Secrétaire : E. Juhel.

Les Syndicats Ouvriers et la Révolution Sociale

Lorsqu'elle a pris en main l'édition du livre de notre camarade Pierre Bernad, la C. A. de la C. G. T. S. R. a estimé que pour mener sa tâche à bonne fin, 500 souscriptions devraient être préalablement recueillies.

La C. A. ne s'est jamais dissimulée les difficultés d'une telle entreprise. Cependant, certaine d'être comprise et aidée, elle n'a pas hésité à accomplir ce travail, indispensable pour la diffusion des principes et des idées qu'elle a été chargée de défendre et de propager.

Elle a donc pris sa décision en toute confiance et avec la plus grande sérénité.

Les événements ont démontré, jusqu'à ce jour, que sa confiance était pleinement justifiée.

En effet, 210 souscriptions ont déjà été reçues ou sont annoncées.

Un tel résultat, obtenu après deux mois d'efforts, malgré le boycottage assez peu compréhensible de journaux sur le concours desquels nous pensons pouvoir compter, est hautement encourageant.

Une constatation s'impose, cependant. Parmi ces 210 souscriptions, 150 au moins émanent d'organisations et de militants parisiens.

Seuls quelques syndicats de province, le S. U. B. et les Métaux de Lyon, les Ardaisiens de Trélazé et quelques militants isolés ont apporté leur aide.

Qu'attendent donc les autres syndicats et les militants de province : ceux de Trélazé, de Lyon, de Bordeaux, de Rennes, du Havre, du Tarn, de Toulouse, etc. ?

Ils savent bien, pourtant, qu'une telle œuvre doit être celle de tous.

La C. G. T. S. R. s'est engagée à réaliser ce que n'ont jamais tenté ni la C. G. T., ni la C. G. T. U., dont les moyens sont beaucoup plus considérables.

Elle entend le faire rapidement et être en mesure de commencer l'édition dès le début d'octobre, afin de vendre le livre au cours des réunions de l'automne et de l'hiver prochains.

Les nouveaux prix seront indiqués dans le « Combat Syndicaliste » d'août-septembre, dans le « Libérateur », la « Voix Libertaire », le « Plus Loin », le « Réveil Anarchiste de Genève », le « Proletaire » du S. U. B. de Paris, le « Réveil du Bâtiment » du S. U. B. de Lyon, la « Bataille », le « Notre Point de Vue » et le « L'émancipateur » de Belgique, qui ont bien voulu nous prêter généreusement un concours entier dont la C. A. tient à les remercier.

Jusqu'au 1^{er} septembre, les prix suivants sont maintenus : 12 francs à la Vieille Fédération du Bâtiment, 13 francs franc pour la France et 14 fr. 50 pour l'étranger.

Adresser les fonds à Eugène Juhel, 2 bis, Impasse Maréchal, Paris XI^e, en utilisant le chèque postal Paris C/c 1441-43, et en spécifiant qu'il s'agit du livre « Les Syndicats Ouvriers et la Révolution Sociale ».

Pour la C. A. de la C. G. T. S. R.

Le Secrétaire : E. Juhel.

Ce soir, réunion de la C. A., heure et lieu habituels.

Dans le S. U. B.

Camarades n'oubliez pas d'assister à l'Assemblée générale de votre Section qui aura lieu à la Bourse du Travail :

Pour les Cimentiers-Maçons d'Art le 10 août, à 9 heures du matin, à la petite salle des grèves.

Pour la Maçonnerie Pierre le 10 août, à 9 heures du matin, salle de Commission, premier étage.

Pour les Menuisiers le mardi 12 août, à 17 h. 30, salle de Commission, deuxième étage.

Pour les Serruriers le mardi 12 août, à 17 h. 30, salle de Commission, premier étage.

Pour les Carreleurs faïenciers le mercredi 13 août, à 17 h. 30, salle de Commission, deuxième étage.

Ceux qui s'y connaissent

Puisque l'escroquerie continue à faire couler l'encre et alimente chaque jour la polémique, nous ne pouvons décidément nous taire.

Dans le concert d'impressions déversées contre les résistants à l'escroquerie, il est des gens qui devraient refreiner quelque peu leur enthousiasme, mettre, en un mot, une sourdine aux louanges éthyramiques qu'ils font des fameuses A. S.

La misérable argumentation des regrettables politiciens qui s'en font les champions

ne repose uniquement que sur le système qui consiste à prendre des sous qui, demain feront défaut aux prolétaires, pour les garantir... les prolétaires, plus tard, contre le chômage, la maladie et la vieillesse. Vous parlez...

Pour ces parlementaires et certains de leurs domestiques, l'obligation ne tient pas et si actuellement, des grèves sont déclenchées, ce n'est pas, disent ces bons apôtres, à cause de l'escroquerie, puisqu'ils ont bien les travailleurs sont décidés à l'accepter. Quoi ?... Sans blague.

Ce qui est vrai, c'est que la grosse majorité des travailleurs y est hostile et nous affirmons, dussent Frossard, Lazurik et Hennessy en rougir, que les quelques milliers d'exploités qui ont rempli leur feuille, beaucoup ne l'ont fait que sur une honteuse pression de leur patron.

Est-ce cela, messieurs qui vous prétendez socialistes, que vous appelez une loi populaire ? Merci bien.

Si quelques réformistes notoires ont cru bon de battre le rappel sur la question, c'est que leur intention est de se mettre bien en cour avec ceux qui demain prendront peut-être la direction du gouvernement et, comme l'a dit fort judicieusement celui qui plus tard devait tomber sous le poignard de Ravallac, « Paris vaut bien une messe... » les A. S. valent bien une prière au P. I. T. ou un Conseil Economique du Travail.

Quoi qu'il en soit, cette loi, après celle des retraites pour les morts, est bien la plus impopulaire qui ait été votée par les pseudo-représentants du peuple et nous, syndicalistes révolutionnaires, nous devons travailler et concourir à son échec comme à son abrogation.

Nous jugeons que cette dime, jointe à celle de l'impôt sur les salaires, frappent par trop la bourse des humbles et la pure doctrine syndicaliste demande, cela saute aux yeux, la disparition de ces iniquités.

C'est pourquoi nous sommes de cœur avec tous ceux qui demandent actuellement, augmentations de salaires, demandes précisément justifiées, puisqu'elles sont presque toutes à la base des retenues effectuées par les exploitateurs pour la mise en route de l'escroquerie.

Il n'y a pas de catégories de travailleurs qui ne soient plus les victimes de tous ceux qui pressurent, tondent et exploitent, que ceux du Bâtiment, et les A. S. viennent mettre un comble à leur fureur, car enfin, jamais dans la Bâtisse l'on a connu des jours si noirs.

Il est indéniable que dans notre industrie les travaux marchent au « ralenti » et de ce fait, il y a des chômeurs, chose anormale à cette époque de l'année.

Evidemment, c'est nous qui serons taxés de menteurs quand nous affirmerons que cette anomalie provient des fameuses A. S. Il n'y a que la vérité qui froisse.

En essayant de nous mélanger aux éléments de droite, au jival Buré, par exemple, ainsi qu'aux ortho-communistes, les « gôchistes » commettent plus qu'une erreur, une indelicatessen.

Qu'ils s'estiment heureux que les choses n'aillent pas plus mal, car les manifestations contre l'escroquerie sont venues quelque peu tard et si tous les mécontents avaient pris position en même temps que nous, il y a des mois, l'échec à la loi eût été pitoyable.

Nous ne ferons pas l'injure à André le « protecteur » de croire qu'il y est pour quelque chose comme d'aucuns l'insinuent, qui la « connaissent dans les coins » et la « pratique ».

Pour nous, ce qui compte, c'est d'être moins clients et dupes de ces faux connaissances du peuple, notre devoir est de résister, nous résistons.

La 13^e Région Fédérale du Bâtiment.

DANS L'EVENEMENT

A la maison Maës, 31, rue de Montreuil, le patron (aux allures de luttteur de foire) vient de se permettre encore une petite sauterie à l'égard d'un de ses ouvriers, qui depuis 7 mois travaille chez lui. Ce patron, très autoritaire, ne peut pas admettre qu'un ouvrier puisse dire un mot à son camarade d'établi.

Et voilà pourquoi la dernière semaine de juillet, il a renvoyé cet ouvrier en plein travail, à 3 heures de l'après-midi. Le cas n'est pas rare dans notre corporation, où les ateliers deviennent de plus en plus (devant la veulerie de certains compagnons) de véritables prisons.

Mais que penser de la solidarité ouvrière ? Nous nous souvenons d'une certaine époque où, contre tout acte arbitraire tout le personnel aurait mis les classes dans la caisse et aurait pris fait et cause pour le camarade renvoyé.

Le porte-monnaie aurait-il fait place à la conscience ? Si nous ne réagissons pas au plus vite dans les boîtes, si nous oublions d'être solidaires, nous serons bientôt dignes du mépris de nos singes et aptes à toutes les servitudes.

Le Bureau du Syndicat général de l'Ameublement.

Chambre Syndicale Autonome des Métallurgistes de la Seine

Camarades,

Vous êtes invités à assister à la réunion du Conseil syndical qui aura lieu le samedi 9 août, au siège. Bureau 21, cinquième étage, Bourse du Travail. Présence de tous indispensables.

Le Secrétaire : Rebours.

Permanence le samedi de 15 heures à 18 heures et le dimanche de 9 heures à midi.

C. G. T.

TERRASSIERS

Réunion du Conseil. — Vendredi 8 août, à 18 heures, au siège.

Réunion de la Section de Confians-Sainte-Monrice. — Dimanche 10 août, à 9 h. 30, lieu habituel.

Le Secrétaire : Catugies.

SOUSCRIPTION MAKHNO

Dupré E. G., 10 francs ; José Tortoni, 73,53 ; Stéphane Mac Say, 20 francs ; Davico, 5 fr. ; Groupe de Brest, versé par Le Laun, 35 fr. ; Le Duff Alain, 5 francs ; Grandjean Louis, à Foëcy, 10 francs ; Dominique Bodini, 10 fr. ; Dugné Remy, 20 francs ; L. Laurent, 30 fr. ; Amédée, 10 francs ; Clèves, 10 francs ; Moré à tout régime autoritaire, 5 francs ; X... 2 francs ; Quelques abonnés de Saint-Henri, 10 francs ; Z..., 2 francs ; Bernard, 5 francs ; Ygrec, 5 francs.

Total de la présente liste : 267, 53.

Dépenses : Versé à Makhno, 400 francs ; frais divers, 3 francs ; Total 403 francs.

En caisse au 1^{er} juillet : 256 fr. 60 plus 267 fr. 53, égal 524 fr. 13. Reste en caisse au 1^{er} août, 524 fr. 13, moins dépenses 403 francs, égal 121 fr. 13.

AVIS TRES IMPORTANT

Les camarades sont avisés d'avoir, à l'avenir, à adresser leur obole directement à Makhno. Nous donnerons la semaine prochaine un résumé général de nos comptes.

Voici l'adresse à laquelle doivent être adressés les fonds à dater d'aujourd'hui : N. Miknienko, 146, rue Diderot, Vincennes (Seine).

Une deuxième lettre de Makhno à Malatesta

Cher camarade,

J'ai voulu lire la traduction russe de votre lettre avant de vous répondre à mon tour. Vous disiez, dans cette lettre, qu'avant d'engager une discussion à laquelle, d'ailleurs, je n'ai pas pensé, vous voudriez bien que je vous fasse connaître quelles sont mes conceptions anarchistes. Je vais donc vous expliquer ces conceptions, en même temps que les causes auxquelles j'attribue la faiblesse de notre mouvement.

Comme n'importe quel anarchiste, je nie l'autorité en général, je suis adversaire de toute organisation fondée sur le centralisme, je ne reconnais ni l'Etat ni son appareil législatif, je suis l'ennemi convaincu de la démocratie bourgeoise et de son parlementarisme — considérant cette forme sociale comme un obstacle à la libération des travailleurs — en un mot, je m'élève contre tout régime basé sur l'exploitation des travailleurs.

L'anarchisme m'apparaît donc comme une doctrine social-révolutionnaire dont doivent s'inspirer exploités et opprimés. Or, actuellement, l'anarchisme n'est pas, à mon avis, en possession de tous les moyens qui lui sont nécessaires pour mener à bien une action sociale ; de là le marasme dans lequel il se débat. On ne remédiera pas à cela en restant dans la vague.

On peut comprendre comme l'on veut ; pour ma part, je crois que les anarchistes ne doivent pas avoir peur d'abandonner leurs positions traditionnelles en tirant les conclusions logiques qui découlent de la pensée de nos théoriciens. Par exemple, une question se pose : Est-il nécessaire que l'anarchisme — et, par suite, la masse des travailleurs révolutionnaires — prévoit des organisations permanentes destinées à assurer les fonctions sociales utiles que l'Etat actuel assume aujourd'hui et qui doivent être l'outil à l'aide duquel on pourrait créer une politique pratique, le conforme à l'idéal anarchiste ?

On bien ce rôle incombera-t-il aux syndicats ouvriers et aux coopératives agricoles ou autres dans leur forme présente influencés idéologiquement par des groupes d'initiative anarchiste du type actuel ?

Je suis porté à croire que même une fois cette question primordiale résolue par les anarchistes, d'autres problèmes d'une importance aussi considérable se poseront à notre mouvement.

Les anarchistes doivent, en particulier, bien saisir ce que Kropotkine entendait par l'« institution sociale de droit commun », afin de déterminer de façon concrète et d'une manière adéquate à notre époque la nature de ces institutions dont la parenté avec l'anarchisme n'a pas besoin d'être prouvée.

Ces déductions seront d'une importance capitale, non seulement pour les masses révolutionnaires en général, mais aussi pour les anarchistes en particulier, car n'oublions pas que les 90 0/0 parmi nous n'ont jamais réfléchi à ces questions ; du moment que Malatesta ou Faure ou un autre parmi nos vieux camarades n'aborde pas ces problèmes et ne disent rien de la situation déplorable de notre mouvement, ces camarades en déduisent que tout va bien et que les anarchistes sont prêts à jouer dans la révolution de demain le rôle destructif et constructif indispensable. Pourtant, la réalité est autre : d'année en année, notre mouvement perd son influence parmi les travailleurs et, en conséquence, s'affaiblit. Il est vrai que certains théoriciens « dans notre milieu russe en particulier, disent que la force de l'anarchisme réside dans sa faiblesse et sa faiblesse dans sa force », de sorte que l'on n'a pas à s'inquiéter si les organisations anarchistes perdent leur influence... Mais, à l'examiner d'un peu près, cette affirmation apparaît tout à fait stupide. C'est tout juste une formule de casuistique propre à satisfaire les bavards quand il s'agit d'expliquer la situation réelle de l'anarchisme.

Je crois qu'un mouvement proprement social, tel que je conçois le mouvement anarchiste, ne peut avoir de politique positive avant d'avoir trouvé des formes d'organisation plus ou moins stables et qui lui donneront les divers moyens de lutte nécessaires contre les différents systèmes sociaux autoritaires. C'est l'absence de ces moyens qui fait que l'action anarchiste, surtout pendant la période révolutionnaire, est amenée à dégénérer en une sorte d'individualisme local, tout cela parce que les anarchistes se déclarent ennemis de « toutes les institutions » en général ont vu les grandes masses s'éloigner d'eux, car ils n'inspiraient aucune espérance d'une quelconque réalisation pratique.

Pour lutter et vaincre, il faut une tactique dont le caractère doit se trouver exprimé dans un programme d'action pratique. Ce n'est que lorsqu'ils auront ce programme que les anarchistes pourront grouper autour d'eux les masses exploitées et les préparer à la grande bataille révolutionnaire avec d'autant plus de chance pour réaliser une transformation sociale radicale.

Mais, je le répète, pareille épreuve ne saurait être tentée sans une organisation permanente. Croire que les groupes de propagande actuels pourront suffire à cette tâche révolutionnaire est une illusion. Pour qu'une organisation sociale quelconque puisse jouer un rôle, il faut qu'elle soit connue des masses populaires avant le déclenchement du processus révolutionnaire.

Ainsi, je trouve qu'au lieu de passer leur temps à nier à tort ou à travers, les anarchistes feraient mieux de concrétiser ce qu'ils « veulent » et de proposer aux travailleurs quelque chose de réaliste à mettre à la place de ce qu'ils nient.

Alors, et alors seulement, les anarchistes pourront prétendre avec raison au rôle qu'ils s'attribuent, c'est-à-dire à se faire les gardiens vigilants de la liberté contre les aspirants au pouvoir et contre la tyrannie éventuelle de la majorité.

Malheureusement, à l'heure actuelle, l'anarchisme ne reste toujours fort que par sa philosophie. Il manque de moyens pratiques. Il est incapable de se manifester complètement, même en temps de révolution, et les mouvements spontanés, d'esprit anarchiste, qui naissent alors, apparaissent aux yeux des grandes mas-

CAISSE DE SOLIDARITE POUR LE CONGRES CAMARADES, GROUPES ADHERENTS A L'U. A. C. R.

Pensez aux décisions du dernier Congrès ; alimentez notre caisse. De votre effort à tous, dépend la réussite du Congrès 1931. Comptez rendu financier chaque fin de mois dans le « Lib. ».

PARIS-BANLIEUE

FEDERATION PARISIENNE

Samedi 9 août 1930, 85, rue Mademoiselle (15^e arr.) (Métro : Cambronne)

ASSEMBLEE D'INFORMATION

Ordre du jour : Discussion sur la loi des Assurances sociales et ses conséquences.

Questions diverses.

N. B. — Cette assemblée est réservée aux adhérents de la Fédération.

GROUPE DES 1^{er} ET 12^e. — Mercredi 13 août, à 20 h. 30, salle Vigier, 170, faubourg Saint-Antoine, conférence par Loréal.

GROUPE DES 14^e ET 15^e ARRONDISSEMENTS. — Le groupe se réunira le vendredi 8 août, à 20 h. 30, au 85, rue Mademoiselle (petite salle des Coopérateurs).

Invitation cordiale aux sympathisants et lecteurs du « Libérateur » pour qu'ils assistent à nos réunions.

GROUPE DES 10^e, 19^e ET 20^e ARRONDISSEMENTS. — Vendredi 8 août, réunion du Groupe, à 9 heures, au « Libérateur », 72, rue des Prairies.

GROUPE DES 17^e ET 18^e ARRONDISSEMENTS. — Réunion le mardi 12 août, à 20 h. 30, au 48, rue Duhesme. Présence de tous indispensables.

GROUPE REGIONAL D'ANTONY. — La prochaine réunion est reportée au dimanche 17 août. Les amis sont invités à aller samedi 9 août à l'assemblée de la Fédération Parisienne.

GROUPE D'ARGENTEUIL. — Réunion du Groupe vendredi 8 août. Présence indispensable.

GROUPE REGIONAL DE BEZONS. — Réunion du groupe le samedi 2 août, à 20 h. 30, Café de l'Abbaye, Grande Rue, à Carrières-sur-Seine.

Les sympathisants sont cordialement invités.

PROVINCE

Groupe Libertaire de Béziers. — Ayant cessé toute activité depuis quelques mois, le Groupe, sous l'impulsion de quelques camarades, reprend son action de propagande. Désireux

ses comme de simples tentatives désespérées. Et cela ne fait qu'accentuer la situation tragique de l'anarchisme.

Vous me demandez si je conçois de la même façon que vous le rôle des anarchistes avant et pendant la révolution comme vous l'exposez dans votre réponse. Je vous dirai donc que, complètement d'accord avec vous quant au rôle à jouer, je crois que ce rôle ne pourra être rempli avec succès qu'autant que notre Parti sera homogène idéologiquement et unifié au point de vue tactique, ce qu'il n'est pas maintenant. L'expérience nous apprend que l'action anarchiste de grande envergure ne saurait atteindre ses buts que si elle possède une base organisationnelle définie, inspirée et dirigée par le principe de la responsabilité collective des militants.

« Comment voulez-vous guider les masses ? » me demandez-vous. Je vous répondrai que tout mouvement social, et d'autant plus tout mouvement révolutionnaire des larges masses populaires exige que soit formulées, au cours de l'action, certaines propositions propres à le pousser vers le but à atteindre. La masse est trop hétérogène pour pouvoir le faire. Les groupements idéologiques qui ont une ligne politique nettement déterminée sont seuls capables de donner cette impulsion, surtout au début de la révolution. Eux seuls sauront tirer au clair les événements et définir distinctement les velléités inconscientes des masses et donner à celles-ci l'exemple par l'action et la parole. C'est pour cette raison que notre Parti, doit, à mon avis, préciser son unité politique et son caractère organisationnel. Dans le domaine des réalisations pratiques, les groupes autonomes anarchistes doivent être capables devant chaque nouvelle situation qui se présente de formuler les problèmes à résoudre et les réponses à leur donner sans hésitation et sans altérer les buts et l'esprit anarchiste.

Avec salut fraternel,

Nestor MAKHNO.

Bureau d'Information des Comités de Secours aux anarchistes bulgares.

Compte rendu financier, premier semestre 1930.

Recettes : Du Comité Bulgare de Paris, 3.280 francs. Du Comité Bulgare de Toulouse, 140 leva et 1.990 francs. Du Comité Bulgare de Montpellier, 90 leva et 160 francs. Du Comité Bulgare de Betchkerek, 700 dinars et 40 fr.

Du camarade Dimitroff, 100 francs. Du « Comitato Internazionale Libertario », versé par le camarade Berleman, le 2-2-1930, 532 francs. Du même Comité (C. I. L.), reçu le 8-4-1930, 20 dollars. Du Secrétariat de l'A. I. T., reçu le 8-4, 100 R.-M. Du « Fond de Solidarité Internationale » (Hollande), 500 francs.

Total des recettes : 6.322 francs, 100 R.-M., 700 dinars, 230 leva et 20 dollars.

Dépenses : envoyé aux camarades tuberculeux Sofia Nicolova et Nadejda Popova, 2.540 fr. Envoyé aux camarades emprisonnés en Bulgarie, 1.813 fr. et 500 dinars envoyés à la famille, Stoian, 200 dinars. Versé à un camarade expulsé, 250 francs. Frais de correspondance et d'expéditions, 220 fr. 70.

Total des dépenses : 700 dinars et 5.823 fr. 70. Balance : en caisse le 1^{er} janvier : 25 fr. belges, 10 schilling, 300 dinars, 10 R. marks, 1 lire anglaise, 5 dollars et 898 fr. 70.

Recettes du semestre : 100 R. marks, 700 dinars, 230 leva, 20 dollars et 6.322 francs.

Total de l'avoir : 7.220 fr. 70, 1 lire anglaise 10 schilling, 25 fr. belges, 25 dollars, 110 R. marks, 1.200 dinars et 230 leva.

Reste en caisse le 1^{er} juillet 1930 : 1 lire anglaise 10 schilling, 21 fr. belges, 25 dollars, 110 R. marks, 500 dinars, 230 leva et 1.397 francs.

Paris, juillet 1930.

PETITE CORRESPONDANCE

Bruno, Marseille. — Jusqu'au 30 janvier 1931.

Encyclopédie Anarchiste. — Le tome II est arrivé.

Pierrot. — Passe au « Lib. » pour affaire Gentilly.

LA VIE DE L'UNION

de reconstituer l'unité entre tous les anarchistes, il fait appel à tous les compagnons de Béziers et environs.

Pour correspondance et adhésions s'adresser au camarade R. Maupoix, 8, rue Sébastopol, Béziers (Hérault).

Groupe Anarchiste Communiste de Toulouse.

Le Groupe se réunit tous les samedis, à 20 h. 30, au siège, 43 bis, rue Saint-Charles.

Présence indispensable, à la réunion de samedi, de tous les copains. Ordre du jour : Ouverture de la coopérative de consommation.

Groupe d'achats en commun. — Répartition des denrées le dimanche matin au siège.

Librairie. — Une librairie volante se tient tous les dimanches matin boulevard de Strasbourg, angle rue Saint-Bernard.

Coopérative Ouvrière d'Alimentation « Avenir ». — L'Assemblée générale est renvoyée au samedi 9 août, à 20 h. 30.

Tous les copains sont invités à y venir nombreux.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Groupe d'Etudes Sociales d'Orléans. — Le groupe se réunit chaque semaine. S'adresser à Raoul Colin, 31, rue des Murlins. Appel aux sympathisants du « Libérateur ».

Groupe anarchiste communiste de Saint-Etienne. — Permanence tous les jeudis, salle 20, Bourse du Travail. Inscription des adhérents. Versements de la cotisation mensuelle : 5 francs. Organisation de promenades estivales.

Groupe de Pézenas. — Le groupe de Pézenas se réunit tous les dimanches matin, chez Richard, boulangerie, 11, rue Saint-Jean. Librairie, journaux. Appel à tous les sympathisants.

Fédération du Languedoc. — Une balade champêtre est en voie d'organisation pour le 15 août. Tous les camarades de la région voudront assister à cette journée de famille, où l'on y discutera en même temps de l'organisation des journaux des prochaines conférences qui doivent commencer au mois d'octobre.

Nous ferons connaître, la semaine prochaine, le lieu de cette balade ; que les camarades retiennent cette date. Pour tout ce qui concerne cette journée, écrire à Genêt Georges, à Coursan (Aude).

Groupe Anarchiste Communiste de Saint-Henri. — Les camarades du Groupe sont priés d'assister à la réunion le 22 août 1930, lieu et heures habituels. Présence de tous les camarades indispensable.

Décision à prendre sur la tournée de propagande : projeté, Bibliothèque, Solidarité, Entr'aidé et tenue du « Libérateur ».

Trelazé. — Réunion du Groupe d'Etudes Sociales le dimanche 17 août, à 9 h. 30, salle de la Coopérative. Les camarades d'Angers sont priés d'être présents.

POUR QUE VIVE LE LIBERTAIRE

Souscription du 20 juillet au 31 juillet

Anatole, 10 francs ; Crespo 7 francs ; Ichtér 2 francs ; Groupe du 11^e et 12